

**L'EDUCATION CIVIQUE POUR UNE CITOYENNETE PLUS ENGAGEE EN
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

Par

Germain KUNA MABA MAMBUKU

Février 2020

*Cette étude a été publiée avec l'appui de la **Fondation Konrad Adenauer**
en **République Démocratique du Congo**.*

Son contenu ne reflète que le point de vue de l'Auteur.

Texte rédigé par : Professeur **Germain KUNA MABA MAMBUKU**
Politologue, Université de Kinshasa,
Directeur chargé de la Formation de l'I.D.L.P.

Copyright : **Fondation Konrad Adenauer**
Kinshasa, **Février 2020**

RESUME EXECUTIF

1. Le contexte de l'étude

La Fondation Konrad Adenauer (KAS), une organisation non gouvernementale allemande, a implémenté plusieurs programmes sur l'éducation civique et politique en RDC, depuis 1967. Ses programmes ont touché presque toutes les couches de la société : acteurs politiques, étudiants, femmes, dirigeants des partis et regroupements politiques, témoins et observateurs électoraux. Se basant sur une vision prospective, la KAS a voulu se faire une idée exacte de l'impact de son travail aux fins de disposer des données pouvant lui permettre de le parfaire. Ceci présuppose la compréhension de ce qui a déjà été fait, de ce qui ne l'a pas encore été et de ce qui ne devrait plus être fait en matière de l'éducation civique. Il s'agit donc d'une évaluation du travail de l'éducation civique et politique en RDC, en vue d'améliorer la participation citoyenne et la consolidation de la démocratie.

2. Les principales constatations

- Il était plus que nécessaire de mener une étude de base sur l'état des lieux de l'éducation civique en RDC pour évaluer objectivement son impact dans l'aiguisement de la citoyenneté, dans un pays où le processus de démocratisation peine à étendre solidement ses racines.
- Les enseignements sur le civisme tel que dispensés à l'école n'intéressent guère les élèves, obligés de les suivre plus pour obtenir des notes plutôt que pour les appliquer dans le cadre de la vie sociale ou politique.
- Les partis politiques et les autres organismes tant nationaux qu'internationaux s'efforcent de jouer leur rôle aux côtés des structures étatiques. Cependant, le manque de moyens suffisants, l'étendue du pays, l'inaccessibilité de certains coins constituent les principaux facteurs qui limitent leur rayon d'action.
- Les églises traditionnelles et de réveil devraient emboîter le pas à l'église catholique pour jouer aussi le rôle d'éducateurs civiques de la population.
- La République connaît dès lors un problème de socialisation des citoyens qui évoluent dans les milieux ruraux.
- Les entretiens réalisés avec les personnes ciblées ont permis de comprendre qu'elles ont une connaissance de la KAS et ont participé à au moins une de ses activités. Par contre, les enquêtes avec un échantillon tiré au hasard donnent moins de 10 % d'enquêtés qui avaient suivi une de ses formations.

- Les thématiques développées demeurent toujours d'actualité, qu'il n'en existe pas à abandonner. Mais il faudrait en ajouter d'autres par rapport à l'évolution de la situation sociopolitique de la RDC.

3. Les recommandations

- Poursuivre systématiquement le travail de l'éducation civique et politique en RDC, en faisant fonctionner efficacement tous les leviers qui existent à cet effet.
- Mutualiser les efforts des structures engagées dans le travail d'éducation civique, pour éviter que tout le monde fasse la même chose et, aux mêmes endroits.
- Former les leaders d'opinion, pour qu'ils sachent jouer pleinement leur rôle de socialisation citoyenne.

LISTE DES ACRONYMES

ACP	: Agence Congolaise de Presse
AFDL	: Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo
CENCO	: Conférence Episcopale Nationale du Congo
CENI	: Commission Electorale Nationale Indépendante
CI	: Communauté Internationale
FCC	: Front Commun pour le Congo
FKA/KAS	: Fondation Konrad Adenauer
JO	: Journal Officiel
MLC	: Mouvement de Libération du Congo
MONUSCO	: Mission d'Observation des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
ONU	: Organisation des Nations Unies
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	: République Démocratique du Congo
RTNC	: Radio Télévision Nationale Congolaise
UA	: Union Africaine
UE	: Union Européenne
UDPS	: Union pour la Démocratie et le Progrès Social
UNESCO	: United Nations for Education, Science and Culture Organization (Organisation des Nations Unies pour la Science, la Culture et l'Education)
UNIKIN	: Université de Kinshasa
USA	: United States of America (Etats-Unis d'Amérique)

LISTE DES TABLEAUX ET DU DIAGRAMME

1. Tableaux

Tableau 1. Répartition de l'échantillon de l'enquête selon le sexe	12
Tableau 2. Répartition de l'échantillon de l'enquête selon l'âge.....	12
Tableau 3. Répartition de l'échantillon de l'enquête selon les confessions religieuses	13
Tableau 4. Répartition de l'échantillon de l'enquête selon le niveau d'études	13
Tableau 5. Répartition de l'échantillon de l'enquête selon l'appartenance à un parti politique et à une association	14
Tableau 6. Ce qui a été retenu du cours de l'éducation civique à l'école primaire.....	19
Tableau 7. Ce qui a été retenu du cours de l'éducation civique à l'école secondaire	20
Tableau 8. Ce qui a été retenu du cours de l'éducation civique à l'université	21

2. Diagramme

Diagramme 1. Perception du rôle de l'éducation civique	28
--	----

INTRODUCTION

1. Contexte de réalisation de l'étude

La Fondation Konrad Adenauer (KAS) est une organisation non gouvernementale allemande d'utilité publique, qui a pour mission : l'éducation civique et politique, le renforcement de la démocratie, de l'Etat de droit, des droits humains et de l'économie sociale du marché dans le monde. Présente en République Démocratique du Congo (RDC) depuis 1966, soit plus d'un demi-siècle, la KAS a implémenté plusieurs programmes, allant de la promotion de la démocratie à l'appui du secteur de justice, en passant, notamment, par la sensibilisation des citoyens aux élections, à la liberté associative, au dialogue entre acteurs étatiques et non étatiques, au renforcement des capacités des partis politiques, de la Police, de l'armée, des professionnels des médias, des femmes, des personnes vivant avec handicap. L'on devra y ajouter la formation systématique du monde universitaire sur les enjeux politiques et la consolidation des valeurs démocratiques. Et, depuis quelques années, la KAS, à travers un projet à part entière, contribue à la lutte contre la faim. Par ailleurs, l'action de la KAS a permis de mener plusieurs études sociopolitiques et la publication des ouvrages.

Avec une variété de thèmes, un grand nombre de séminaires-ateliers, le financement de la recherche, les interventions médiatiques, la participation de plusieurs acteurs socio-politiques dans ses activités, l'organisation des missions de voyage à l'étranger pour ces acteurs, l'action de la KAS a influencé d'une certaine manière la vie politique de la RDC. Parmi les personnes ayant bénéficié de l'action et de la formation de la KAS, il faudra relever, notamment, les acteurs politiques, les étudiants, les femmes, les dirigeants des partis et regroupements politiques, les témoins et observateurs électoraux.

L'on pourra déduire, par conséquent, que les différentes couches de la société ont, à un moment donné et dans toutes les provinces de la RDC, été la cible des activités de la KAS.

Cependant, la KAS n'est pas la seule structure de la société civile internationale qui œuvre dans le secteur de renforcement des capacités en RDC. Ce travail stratégique et substantiel de socialisation est également produit par les structures gouvernementales et non gouvernementales congolaises et par d'autres organismes internationaux.

Se focalisant sur une vision prospective, la KAS a voulu se faire une idée de l'impact de son travail pour disposer des données pouvant lui permettre de parfaire son travail. Ceci devrait lui permettre de comprendre ce qui a déjà été fait, ce qui n'est plus nécessaire à faire en matière de l'éducation civique en RDC et ce qui demande une adaptation et une amélioration de ses actions en RDC.

Ce qui ramène l'objectif global de l'étude à l'évaluation du travail de l'éducation civique et politique en RDC, en vue d'améliorer la participation citoyenne et de consolider le processus démocratique. De manière spécifique, les objectifs de l'étude sont les suivants :

- Faire l'état des lieux, au niveau de l'éducation civique, de ce qui est enseigné aux écoles et universités sur l'histoire du Congo, l'économie, le fonctionnement de la démocratie et les institutions d'appui à la démocratie, le rôle des femmes, le développement de l'Afrique, le changement climatique, la croissance de la population, la politique internationale, le progrès technologique ;
- Faire une analyse critique de ce qui est encore nécessaire et de ce qui est dépassé au niveau de l'éducation civique ;
- Identifier les offres éducatives pour les couches sociales défavorisées de l'éducation primaire et secondaire ;
- Proposer des thématiques susceptibles d'améliorer l'engagement civique ;
- Faire des propositions concrètes en vue de la formulation des politiques publiques sur l'éducation civique et politique ;
- Montrer les enjeux de la mise en pratique de ces mesures en provinces ;
- Identifier des nouvelles thématiques.

2. Cadre théorique

L'option pour la démocratie a été levée par le peuple congolais depuis son accession à l'indépendance, en 1960, et a été réaffirmée en 1990, après un quart de siècle de l'expérience du monopartisme. Aujourd'hui, 59 ans après, le pays est toujours en quête de cette démocratie, dont la culture s'installe à un rythme des dents de scie. Ce rythme, en deçà de la moyenne, se traduit par des attitudes et comportements qui ne sont pas toujours en adéquation avec les principes et les valeurs démocratiques, tant du côté des gouvernants que de celui des gouvernés.

Pour s'en convaincre, il suffit d'analyser l'actualité brûlante, qui étale les nombreux problèmes de gouvernance dans les divers secteurs de la vie publique, au niveau aussi bien central que provincial. Ce qui donne l'impression d'un pays où les pratiques politiques sont en marge des règles démocratiques. Au-delà de cet aspect, qui détermine une grande partie de la vie politique, il y a aussi, la faiblesse d'un contrôle citoyen, la restriction des libertés publiques, le musellement de la presse, la théâtralisation de la vie publique, la confiscation antidémocratique du pouvoir par un groupe politique, le mauvais usage du monopole de la contrainte, la faible participation citoyenne, dont celle des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec handicaps... Somme toute, des faits qui révèlent la problématique de la faible culture démocratique.

L'on pourra dès lors se demander les facteurs qui sont à la base d'une démocratie de pacotille, dans un pays où la société civile nationale et internationale est activement engagée, pour asseoir la culture et les pratiques démocratiques à travers un travail discontinu de la sensibilisation citoyenne. Plusieurs explications sont données pour justifier cette réalité, chacune d'elles se basant sur une théorie d'attache ; telle l'approche de « l'Etat fragile », de « la démocrature », de « l'Etat de cage », ou de « l'Etat des autres » ... Toutes ces théories¹ permettent de comprendre les tares relevées dans l'épineuse question de la consolidation de la culture démocratique sous l'action sensibilisatrice.

L'approche de l'Etat fragile peut être privilégiée dans cette analyse. En effet, la RDC est un pays qui n'a connu que des crises symptomatiques et atypiques. Partant des crises de légitimités aux crises sécuritaires, en passant par celles sociales, le pays vit dans une sorte d'instabilité chronique. Les quelques temps d'accalmie, qui surgissent par moments, finissent par céder la place aux balbutiements sociopolitiques et même économiques, suite à la mauvaise gouvernance et à l'extrême pauvreté. De ce fait tout devient urgent : la politique publique devenant une priorité ; toute intervention face à l'apparition d'un problème politique, social ou économique naissant devient en ce moment-là la priorité des priorités. La planification et l'exécution scrupuleuse du budget de la nation cèdent la place à une gestion des urgences. Les gouvernants et les gouvernés s'habituent à un rythme de gestion étatique d'au jour le jour, renvoyant aux calendes grecques la mise en œuvre du programme quinquennal du gouvernement, tel qu'adopté par le Parlement. Aussi s'ensuit-il la fragilité de l'Etat, l'effondrement des institutions et l'amenuisement des idéaux.

3. Méthodologie et techniques de collecte et d'analyse des données

La méthodologie et le processus utilisés pour cette étude sont cohérents avec l'approche développée pour des études de base sociopolitiques. À cette fin, nous avons mené une étude documentaire, pour développer une compréhension de la littérature existante sur l'éducation civique en RDC et l'action de socialisation de la population. Avec cette base de connaissances développées et documentées, nous avons élaboré un plan d'analyse de l'état des lieux de l'éducation civique, en identifiant les activités y relatives, les acteurs clés dans cette entreprise, le mode de transmission de connaissances, de leur assimilation, de leur mise en pratique ainsi que des contradictions et des enjeux en présence.

Pour s'y prendre, nous avons commencé par formuler l'argumentaire sur la problématique et l'opportunité de l'enquête. Cette première étape était suivie de la

¹ Lire à cet effet KAZUMBA TSHITEYA (2016), *Théories et doctrines politiques et sociales*, L'Harmattan, Paris.

conception de la méthodologie et des outils de collecte des données. Ce qui suppose la conception du questionnaire et son approbation par le leadership de la KAS, la formation des enquêtés et leur déploiement, le traitement des données, la rédaction et l'envoi du rapport préliminaire, puis la réaction du bénéficiaire et l'intégration des observations dans le document final.

Le traitement des données a été rendu possible grâce à l'approche socio-prospective, qui permet de mesurer, sur base des indicateurs, le niveau de l'éducation civique et politique dans les zones cibles. Les dimensions qualitative (les entretiens) et quantitative (un questionnaire d'enquête) qu'exige la socio-prospective ont donné lieu non seulement à l'obtention d'une masse d'informations traitées mais aussi à la très large possibilité de faire des projections pour de nouvelles thématiques.

Pour rassembler les données soumises à l'analyse, nous avons recouru aux entretiens directs et à une enquête, qui se sont déroulés du 23 octobre au 26 novembre 2019. Les entretiens n'étaient organisés que dans la ville de Kinshasa, auprès des acteurs étatiques et non étatiques. Les enquêtes furent menées dans la ville de Kinshasa et dans le territoire de Mbanza-Ngungu, au Kongo-Central. L'idéal aurait été de couvrir une bonne partie du territoire national en vue d'un échantillon beaucoup plus large. Les contraintes du temps et les exigences du Bénéficiaire de l'Etude limitent le choix aux sites retenus. Néanmoins, pour avoir des résultats assez représentatifs, nous avons recouru principalement aux entretiens sélectifs, lesquels nous ont permis d'atteindre le seuil de saturation des faits. Ces entretiens étaient essentiellement réalisés par nous-même, tandis que les enquêtes étaient menées par un groupe de chercheurs, de l'Institut pour la Démocratie et le Leadership Politique (annexes 2).

4. Ossature du rapport

Hormis l'introduction et la conclusion, le présent rapport comporte quatre chapitres. Le premier chapitre, intitulé *conception et mise en œuvre de l'enquête et des entretiens*, présente les matériaux rassemblés pour l'étude. Le deuxième chapitre, intitulé *enseignement de l'éducation civique en RDC*, revient sur la socialisation des citoyens congolais par le biais du système scolaire et universitaire. Le troisième chapitre s'attarde sur les pratiques de la socialisation de la population congolaise au travers des leviers traditionnels et de leur culture générale. Le quatrième et dernier chapitre nous conduit, quant à lui, au cœur des principales constatations et recommandations.

CHAPITRE 1^{er}.

CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DE L'ENQUETE ET DES ENTRETIENS

Le présent chapitre se focalise sur la démarche qui a présidé à l'ensemble des activités de l'étude, des travaux préparatoires à la présentation des résultats.

I. Organisation des entretiens

Les entretiens ont été réalisés dans la ville de Kinshasa, auprès des acteurs étatiques et non étatiques. Il était question de discuter avec eux sur leur perception de l'éducation civique en RDC, aux fins de rencontrer les objectifs de l'étude. La grille d'entretien (annexes 4) spécialement conçue nous a épargné de nous écarter des axes majeurs de l'étude.

Ainsi, nous avons interviewés 28 personnes, qui sont :

1.1. *Les acteurs étatiques*

- Un membre de l'Agence pour le Changement des Mentalités (de la Présidence de la République) ;
- Le Ministre National de la Jeunesse et de l'Education à la Citoyenneté et un membre du Secrétariat général ;
- Deux Députés nationaux (Opposition et Majorité) ;
- Deux Sénateurs (Opposition et Majorité) ;
- Un Bourgmestre de Commune ;
- Un commandant de la Police ;
- Trois dirigeants des partis politiques.

1.2. *Les acteurs non étatiques*

- Trois responsables des structures chargées de l'éducation civique et politique (CENCO, NSSC, CAFCO ou UNAF) ;
- Un professeur d'université titulaire du cours d'éducation à la citoyenneté ;
- Deux enseignants de l'école primaire et secondaire ;
- Deux élèves de la 5^{ème} et 6^{ème} année secondaire (un en province et un à Kinshasa) ;
- Deux étudiants (un en province et un à Kinshasa) ;
- Cinq personnes tirées au hasard (une femme rurale, deux jeunes filles, deux jeunes gens, un père de famille) ;
- Un pasteur d'église de réveil.

Avec un agenda de travail bien chargé et leurs préoccupations quotidiennes au soir de l'année, il n'était pas facile d'arracher du temps à certaines personnes. Ajouter à cela les contraintes liées au timing de notre part.

Les entretiens malgré tout se sont déroulés dans une ambiance bonne enfant. Les personnes interrogées, pas toutes évidemment, répondaient allégrement aux différentes questions leur soumises et les réponses nous données constituent la base du rapport que nous présentons. C'est justement l'analyse de ces entretiens qui nous a permis d'avoir une vue assez large de l'éducation civique en RDC

II. Echantillon de l'enquête

Le champ de l'enquête a été la ville de Kinshasa et le territoire de Mbanza-Ngungu. Nous avons tiré 250 exemplaires du questionnaire d'enquête, à raison de 150 pour Kinshasa et de 100 pour Mbanza-Ngungu. Au bout de trois semaines, nous avons récupéré 172 questionnaires, dont 124 à Kinshasa et 48 à Mbanza-Ngungu.

Tableau 1. Répartition de l'échantillon de l'enquête selon le sexe

Sexe	Homme	Femme	Total
Nombre	106	66	172
%	61%	39%	100%

Sur un total de 172 personnes, nous avons interrogé 39% de femmes et 61% d'hommes. Cette disparité est consécutive à la disponibilité des enquêtés. Les hommes se montraient plus souples par rapport aux femmes qui paraissaient plutôt sceptiques.

Tableau 2. Répartition de l'échantillon de l'enquête selon l'âge

Age	≤ 20 ans	21-35 ans	35-50 ans	≥ 50 ans	Total
Nombre	36	70	34	31	172
%	21%	40%	20%	19%	100%

Les personnes enquêtées sont de tout âge confondu. Il est vrai que les jeunes dont l'âge varie entre 21 et 35 ans constituent la majorité de l'échantillon. C'est la tranche d'âge des individus que l'on rencontre facilement et qui se montrent plus prompts à réagir, par rapport aux plus jeunes et au plus vieux. C'est la catégorie des citoyens les plus actifs sur le plan politique et qui constituent la force agissante de la société.

Tableau 3. Répartition de l'échantillon de l'enquête selon les confessions religieuses

Confession religieuse	Eglise catholique	Eglise protestante	Eglise de réveil	Eglise traditionnelle	Sans religion	Total
Nombre	65	38	30	27	12	172
%	39%	21%	18%	14%	8%	100 %

92% des enquêtés sont membres des confessions religieuses. Ce qui affirme l'hypothèse selon laquelle le congolais est un *homo religeos*. Il y a plus de chrétiens catholiques que d'autres. Cette situation peut s'expliquer par le fait que l'Eglise catholique demeure, à ce jour, la plus grande confession religieuse du pays et a formé la plupart des cadres dans ses écoles. Elle est suivie de l'Eglise protestante, qui est pratiquement talonnée par les églises de réveil, dites pentecôtistes, et les confessions traditionnelles, dont le kimbanguisme. Les 8% des personnes sans religion traduisent le fait que beaucoup de Congolais, surtout ceux qui ont été victimes des dérives des églises, en général, et des églises pentecôtistes, en particulier, préfèrent demeurer sans couleur religieuse.

Tableau 4. Répartition de l'échantillon de l'enquête selon le niveau d'études

Niveau d'études	Post Primaire	Diplômé d'Etat	Graduat	Licence	DEA	Thèse	Total
Nombre	22	51	36	56	4	3	172
%	12%	30%	20%	33%	3%	2%	100 %

Il existe un équilibre en termes de niveau d'études des personnes interrogées. Hormis les 12% des personnes qui n'ont pas le niveau de diplômé d'Etat, parmi lesquelles l'on peut compter les élèves, les femmes du milieu rural et certains jeunes, le reste d'enquêtés ont franchi la barre de la 6^{ème} année secondaire. Les 2 % des personnes ayant une thèse représentent les professeurs d'universités, principalement les titulaires du cours d'éducation à la citoyenneté. En somme, ce sont les détenteurs d'une licence qui occupent la première place, car ils sont plus aptes à répondre aux questions.

Tableau 5. Répartition de l'échantillon de l'enquête selon l'appartenance à un parti politique et à une association

Partis politiques	Membre	Non membre	Total
Nombre	66	106	172
%	39%	61%	100%
Association	Membre	Non membre	Total
Nombre	68	104	172
%	40%	60%	100%

Environ 60 % des personnes enquêtées ne sont pas membres d'un parti politique ou d'une association sans but lucratif. Il s'agit des citoyens peu engagés politiquement, dont les idées seront confrontées à celles de ceux qui sont actifs politiquement et dans les associations.

III. Mode de tirage

Le tirage s'est fait de deux manières : tirage de rues et tirage de personnes ciblées. Le tirage de rue s'est fait au hasard. L'on a attribué aux enquêteurs de Kinshasa et de Mbanza-Ngungu les Communes où ils devraient enquêter au moins 10 personnes.

Le tirage de personnes ciblées consistait à rencontrer une catégorie d'enquêtés bien déterminée dans leur milieu naturel. Ainsi, les enquêteurs étaient dans les écoles, universités, églises, au parlement pour y rencontrer les personnes à enquêter. Le choix de ces personnes s'est fait également au hasard.

IV. Choix des indicateurs

Le choix des indicateurs était guidé par le souci de mesurer le niveau de la culture générale des citoyens sur les questions relatives à l'éducation civique.

V. Formation des enquêteurs

Les enquêteurs sélectionnés sont des Assistants au Département des Sciences Politiques et Administratives de l'Université de Kinshasa, qui sont en outre des chercheurs à l'IDL. Ils sont donc des habitués de terrain. Ainsi, il n'était pas nécessaire de concevoir un manuel d'instructions générales de l'enquêteur.

VI. Questionnaire

Le questionnaire comprend 9 points, à savoir :

- L'identification de l'enquêté ;
- Des questions d'ordre général ;
- Des questions sur l'éducation à la citoyenneté : de l'école primaire à l'université ;
- Des questions sur les notions de la démocratie ;
- Des questions relatives à la participation citoyenne : partis politiques, genre et jeunesse ;
- Des questions relatives à la gouvernance étatique ;
- Des questions sur les relations internationales et l'environnement ;
- Des questions sur la laïcité ;
- Des informations générales sur les formations de la KAS.

VII. Difficultés rencontrées

Beaucoup d'enquêtés estimaient fastidieux de répondre à un questionnaire de douze pages. Certains avaient sollicité davantage de temps pour pouvoir répondre à tête reposée. D'autres remirent le document après quelques jours, tandis que d'autres encore l'avaient carrément égaré.

Les enquêteurs étaient confrontés à la réalité du scepticisme de la population. En effet, au refus catégorique due à la méfiance ou à la peur d'être évalué leur opposé par les uns et aux exigences d'argent avant de se prêter à l'exercice des autres, il fallait absolument s'armer de courage et de patience pour mener à bien le travail d'enquête.

Nous pouvons conclure ce chapitre en relevant qu'il y avait question de présenter la manière dont nous avons mené les enquêtes. Celles-ci ont été combinées aux entretiens directs. Les données obtenues feront l'objet du traitement dans les chapitres qui suivent.

CHAPITRE 2.

ENSEIGNEMENT DE L'ÉDUCATION CIVIQUE EN RDC

Le système éducatif congolais est régi par des dispositions légales et réglementaires, soutenu par l'idéologie dominatrice et ce, de l'accession du pays à l'indépendance jusqu'à ce jour. L'école et l'université, comme l'a reconnu Karl Marx, sont des appareils idéologiques au service du pouvoir. C'est l'Etat qui s'organise pour que les enseignements ne s'écartent pas d'une certaine philosophie, afin de produire des citoyens qui soient idéologiquement en adéquation avec le système politique. Cette ligne philosophique est observée également en RDC et a varié selon les différents régimes politiques qui se sont succédé, depuis 1960.

I. L'enseignement de l'éducation civique de 1960 à 2019

L'enseignement de l'éducation politique en RDC a connu plusieurs changements, selon les régimes qui se sont succédé au pouvoir.

1.1. De l'enseignement de l'éducation civique de 1960 à 1965

Après l'accession du pays à l'indépendance, l'idéologie qui a prévalu était celle du remplacement des cadres occidentaux par les Congolais. Le vrai problème qui se posait alors était, justement, l'inexistence desdits cadres. Ainsi, le pouvoir politique s'efforça de former en cascade les cadres universitaires pour qu'ils prissent la relève alors que les cadres Belges prenaient de plus en plus leur distance. Ces cadres devraient avoir la philosophie de l'indépendance, la conscience professionnelle et surtout l'amour du travail bien fait.

Mais la situation politique très instable, caractérisée par les rebellions, les sécessions, les invasions, les coups d'Etats, la forte immixtion des puissances étrangères dans les affaires internes, n'ont pas permis au pouvoir de suivre à la loupe la ligne tracée, sur le plan de l'éducation civique².

Néanmoins, l'enseignement primaire et normal (on se limitait à quatre ans après l'école primaire) donnait une formation sur l'hygiène et la morale. Cet enseignement était basé sur les règles d'hygiène puisqu'il fallait avoir des indigènes émancipés des pratiques traditionnelles, qui contrastaient avec les règles modernes. On apprenait aux

² KALINDJE, D. (2003), *Civisme, développement et droits de l'homme. Conditions d'instauration d'un Etat de droit en R.D. Congo*, Kinshasa, IADHD, p.24.

enfants comment manger à table, comment utiliser les installations hygiéniques, le bien-fondé de laver correctement les mains, ... Par ailleurs, l'école insistait sur la question du patriotisme de manière à pousser les enfants à aimer leur pays, quelle que soit la situation.

Au niveau supérieur, le pays ne disposait que de l'Université Lovanium (actuelle Université de Kinshasa, créée en 1954) et peu après de l'Université de Lubumbashi, hormis les grands séminaires où l'Eglise Catholique formait ses prêtres. Essentiellement tenue par les enseignants belges, l'université ne dispensait que le cours de l'éthique et déontologie, qui visait d'avoir des cadres universitaires pétris des valeurs.

1.2. De l'enseignement de l'éducation civique de 1965 à 1990

Cette période de 25 ans correspond à la période du règne du Président Mobutu après son coup d'Etat de novembre 1965. C'est la période de grandes réformes sociopolitiques, qui ont marqué une rupture dans plusieurs domaines de la vie publique. L'une des plus grandes réformes est l'instauration du monopartisme, avec le parti-Etat : le Mouvement Populaire de la révolution (MPR).

L'enseignement, tant à l'école primaire et secondaire qu'à l'université, a été marqué par une dose de patriotisme inspirée du système oriental monopartite, dont principalement la Chine. Le cours de l'éducation civique était la base du système politique de la formation. Cet enseignement était essentiellement consacré à faire l'apologie du régime en place. On apprenait aux enfants les chansons d'animation politique, les danses, les actions du Guide Suprême de la Révolution Zaïroise (le Président de la République, bien entendu), les slogans du MPR, ... Il fallait pétrir des citoyens faisant acte d'obéissance et de soumission aveugle aux idéaux du parti-Etat.

1.3. De l'enseignement de l'éducation civique de 1990 à 1997

L'année 1990 marque le début du processus de démocratisation de la RDC. Avec la fin du monopartisme et l'ouverture politique, le programme du cours changea. On est passé à l'enseignement de civisme et morale aux niveaux primaire, secondaire et universitaire. L'objectif de cet enseignement était de déprogrammer les citoyens du système d'assujettissement politique pour qu'ils deviennent politiquement actifs et aptes à servir le pays, en se conformant aux règles de base.

Les pratiques et valeurs démocratiques, le patriotisme, le parti politique, l'opposition politique,... des notions qui ne pouvaient pas être enseignées à l'école congolaise, devenaient pratiquement des notions de base de cet enseignement.

1.4. De l'enseignement de l'éducation civique de 1997 à 2007

Au cours de cette période, qui coïncide avec la chute de Mobutu et la prise de pouvoir par Laurent Kabila et, par la suite, Joseph Kabila, on est passé du cours de civisme et morale à celui de l'éducation civique et politique.

L'objectif de ce cours était d'amener les citoyens à développer le patriotisme à outrance. Simplement parce que le régime en place estimait que le pays était victime d'une agression militaire des pays voisins, avec la bénédiction des puissances occidentales. Il fallait par conséquent résister. Le cours accordait une belle part à l'histoire politique, aux notions de démocratie et aux qualités d'un bon patriote.

1.5. De l'enseignement de l'éducation civique de 2007 à 2019

Alors que le pays avait tourné la page des guerres et organisé ses deuxièmes élections démocratiques en 2006 (les premières remontant à 1959), le régime en place initia la réforme partielle du système éducatif, pour avoir finalement le cours de l'éducation à la citoyenneté.

A travers cet enseignement, le Législateur avait estimé que les jeunes congolais méritaient d'être bien préparés à affronter les réalités de la vie. Pour cela, ils devraient être initiés aux valeurs tant intellectuelles, civiques, morales, éthiques que républicaines de la vie nationale et internationale. Ainsi, le nouveau cours visait l'adhésion aux valeurs dont les institutions sont issues (démocratie, solidarité au sens de l'engagement et de l'interdépendance aux problèmes tant nationaux qu'internationaux). Car un bon citoyen est celui qui fait preuve d'une bonne citoyenneté et d'une bonne civilité, c'est-à-dire, qui fait preuve de courtoisie, de politesse, de respect, d'amabilité, de sympathie, de bravoure et de moralité, et qui connaît et respecte le fonctionnement des institutions du pays.

Ce cours est donc destiné à forger « un type d'homme ou de femme nouveau » digne d'être appelé « citoyen », respectueux des institutions et des lois nationales, et qui cherche constamment à faire passer les intérêts de la nation avant les siens propres, à manifester son sens civique par un esprit combatif et responsable.

II. L'impact de l'enseignement de l'éducation civique

A la question de savoir ce que les enquêtés ont retenu du cours de l'éducation civique à l'école primaire, nous avons des réactions que l'on résume dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6. Ce qui a été retenu du cours de l'éducation civique à l'école primaire

Ecole primaire	Rien	Les chansons patriotiques	Les règles de la morale	Les noms des autorités politiques nationales	Total
Nombre	126	27	19	0	172
%	73%	16%	11%	0	100%

L'analyse des données nous a permis de comprendre qu'une grande majorité d'élèves de l'école primaire, soit 73% ne retiennent pas grand-chose du cours de l'éducation civique, après l'avoir suivi. Cette situation peut s'expliquer par deux manières. Il y a, d'abord, l'aspect de la formation elle-même. La qualité de l'enseignement est en decrescendo à l'école primaire, depuis bientôt une vingtaine d'années en RDC. Si l'on doit considérer que 61% d'enquêtés ont moins de 35 ans, cela veut dire qu'ils font partie de ces élèves qui ont connu des problèmes de formation à l'école primaire. Il y a, ensuite, le problème de l'intérêt de cet enseignement au niveau primaire. Beaucoup d'élèves ne comprennent pas les notions politiques élémentaires mais ont retenu certaines chansons patriotiques. D'où, la nécessité de mettre l'accent sur les questions d'hygiène et de frôler celles liées à la politique.

16 % des personnes enquêtées pensent avoir retenu les chansons d'animation populaire à l'époque du parti-Etat. Cette proportion est assez révélatrice dans la mesure où elle met en exergue une stratégie du régime de Mobutu qui a fonctionné et a fait ses preuves indélébiles jusqu'à ce jour. Nous allons revenir sur l'aspect des chansons est à positiver avec notamment des vedettes de la musique congolaise. L'idée à retenir à ce niveau est que l'expérience de la rétention facile des chansons par les élèves devrait dans une certaine mesure être exploitée à nouveau, non pour la gloire des individus comme sous l'ère mobutienne, mais principalement dans l'optique d'inculquer quelques notions des civismes, non seulement aux enfants mais aussi et surtout à l'ensemble de la société.

Les 11 % des enquêtés qui attestent avoir retenu les règles de la morale sont à considérer comme des rescapés d'un système éducatif en panne. Il est possible que leur origine familiale ou leur éducation religieuse y soit pour beaucoup. Ce pourcentage traduit aussi qu'il existe dans le chef des élèves congolais des bribes de

l'éducation civique à partir desquelles l'on peut bien partir pour construire toute l'infrastructure de la socialisation de la population.

Il n'est pas surprenant que les élèves ne gardent guère les noms des autorités politiques de leurs entités respectives lorsqu'ils étaient à l'école primaire. D'abord les changements lunatiques de ces dernières, leur faible notoriété et l'inattention des élèves peuvent expliquer cette situation.

L'on retiendra, du reste, que la formation sur l'éducation civique au niveau primaire demeure un vrai problème qui doit être pris à bras le corps.

Tableau 7. Ce qui a été retenu du cours de l'éducation civique à l'école secondaire

Ecole secondaire	Rien	Les droits et devoirs d'un citoyen	Le patriotisme et le nationalisme	Les règles de la morale	Les noms des autorités	Total
Nombre	60	31	30	30	21	172
%	36%	18%	17%	17%	12%	100%

Contrairement à l'école primaire, nous pouvons considérer que 64% des élèves au secondaire ont retenu, certes pas la même chose, mais quelque chose du cours de civisme. En commençant par les droits et devoirs d'un citoyen (18%), suivis respectivement par les notions du patriotisme (17%), les règles de la morale (17%) et les noms des autorités (12%).

Comme à l'école primaire, beaucoup d'enquêtés, 36% estiment n'avoir pas retenu quelque chose de consistant dans le cours de l'éducation civique et politique. Cette situation peut aussi s'expliquer par la qualité de l'enseignement et des enseignants. Mais aussi, par le fait que beaucoup d'élèves du secondaire considèrent ce cours comme étant non essentiel pour leur formation, si bien qu'ils n'y accordent pas trop d'importance.

Les élèves, probablement les plus doués, ont retenu les notions qui riment avec les objectifs de cet enseignement. Ce qui veut dire que la marge des citoyens congolais qui ont encore une dimension de conscience nationale à la sortie de l'école secondaire est très faible. Il s'agit principalement des jeunes qui ont moins de vingt ans. Cette catégorie des jeunes, qui sont d'ailleurs des électeurs, méritent des formations complémentaires sur l'éducation civique, tant que l'école ne joue pas efficacement ce rôle. C'est justement le travail que les autres leviers de socialisation devraient faire.

Tableau 8. Ce qui a été retenu du cours de l'éducation civique à l'université

Université	Rien	Les droits et devoirs d'un citoyen	Les problèmes de développement de la RDC	Les règles de la morale	L'histoire politique de la RDC	Total
Nombre	0	72	37	49	14	172
%	0%	52%	11%	29%	8%	100%

Contrairement à l'enseignement primaire et secondaire, les jeunes qui sortent de l'université (52%) retiennent plus du cours de l'éducation à la citoyenneté les devoirs et droits des citoyens. Cette réalité peut s'expliquer par le fait que le cours du civisme est parmi les tout premiers qu'un étudiant suit dès son entrée à l'université. La première partie du cours s'attarde d'ailleurs sur ces aspects. Quoi de plus normal pour les jeunes étudiants de s'en souvenir. Mais aussi, l'étudiant est de plus en plus conscient de son rôle en tant que cadre en formation. Ce point fort est à capitaliser surtout si le contenu du cours est adapté aux réalités politiques et si par ailleurs un bon enseignant dispense ledit cours.

Les autres aspects du contenu du cours posent un problème en termes de leur assimilation par les étudiants. Les aspects moraux, les aspects historico-politiques et les aspects de la conscience nationale semblent moins préoccupés les étudiants. Ce qui soulève la problématique de l'atteinte des objectifs dudit cours. Ce qui nous permet d'admettre, toute proportion gardée, que les objectifs (globaux et spécifiques) de l'éducation civique ne sont pas globalement atteints, dans la mesure où les licenciés des universités ne cernent pas suffisamment les problèmes du développement de la RDC et les règles de la morale. Ce qui veut dire que le taux des cadres universitaires bons citoyens est faible en RDC et que des efforts devraient encore être fournis pour inculquer aux cadres universitaires les valeurs morales et éthiques.

Cette réalité est palpable au niveau de la gouvernance tant dans les structures privées que dans les structures publiques, où les problèmes de carence de valeurs battent leur plein. Les intellectuels congolais sont surtout indexés comme étant des acteurs de la désintégration de la société. On a la nette impression que plus nous avons des intellectuels en RDC, plus les problèmes de la gestion du pays deviennent complexes. Les juristes, par exemple, rendent plus complexes les problèmes juridiques au lieu de les simplifier. De même, les autres intellectuels, une fois aux commandes de la chose publique, deviennent méconnaissables à cause des pratiques atypiques. Même les professeurs d'universités ne sont pas épargnés. Dans l'opinion publique, ils sont indexés comme les complices des acteurs politiques, accusés à tort ou à raison, d'avoir détruit le pays. Il est vrai qu'il ne s'agit pas de tous les professeurs ou de tous les intellectuels ; mais d'un bon nombre d'entre eux.

L'on peut déduire que les enseignements de l'éducation à la citoyenneté tels que dispensés à l'école primaire et secondaire, et même à l'université, ne permettent pas d'avoir de bons citoyens. Les différents changements de son contenu dû à l'instabilité politique et à l'absence d'une vision globale dans la gestion de l'Etat, du contexte, la mauvaise qualité de l'enseignement due à la démotivation des professionnels de la craie blanche, le faible intérêt des apprenants dû à un contenu inadapté et mal dispensé justifient ce déficit.

Il est donc nécessaire que les philosophes politiques, les enseignants de différents cours de civisme et la Direction des Programmes et Matériel Didactique du Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire puissent, sous l'impulsion du Ministère de la jeunesse et de la nouvelle citoyenneté puissent voir la possibilité de donner un contenu adapté aux réalités congolaises et à la vision d'un grand Congo au cœur de l'Afrique. Ne pas le faire ou sinon tarder à s'y mettre au plus vite ne fera qu'accentuer les problèmes constatés et à exaspérer la crise du civisme en RDC.

CHAPITRE 3.

CITOYENNETE ET CULTURE GENERALE DE LA POPULATION CONGOLAISE

I. Notions de citoyenneté

Le concept « citoyenneté » vient du mot « citoyen », qui n'est personne d'autre qu'un individu qui appartient à une cité, une société étatique et entretient des liens avec les autres membres de ladite cité. Du point de vue juridique, le citoyen reconnaît sa juridiction, il est habilité à jouir sur son territoire du droit de cité et est astreint aux devoirs y correspondants. Un citoyen est porteur de certains droits. Il vote et se fait élire, se sacrifie en temps de guerre, et participe à la vie des institutions politiques et aux biens communs³.

Conformément à la constitution de la RDC, le citoyen est tenu de se conformer aux lois de la République. En son article 63, la constitution stipule que « Tout congolais a le droit et le devoir sacrés de défendre le pays et son intégrité territoriale face à une menace ou à une agression extérieure.

Le mot citoyenneté désigne les liens de rattachement d'une personne à un Etat. Il confère des droits, devoirs ainsi que les obligations communautaires qui confèrent une certaine identité et sentiment national, élan de solidarité en faveur d'un vivre ensemble. En outre, le terme « citoyenneté » est associé à l'identité, à la participation aux affaires communes et aux droits et devoirs qui lient tout citoyen à la communauté, à un Etat de droit ainsi qu'aux autres membres de la communauté. C'est un principe d'inclusion au-delà de différences de religion, de parti politique, d'âge, etc. Exemple : Droit de participer à la gestion du pays en tant que gouverné ou gouvernant.

La citoyenneté indique aussi l'ensemble de qualités morales, devoirs civiques, pour la bonne marche de la cité ou la règle de jeu (civisme) est acceptée par tous. D'une façon plus globale la citoyenneté est comprise comme l'ensemble de rôles sociaux spécifiques où chacun a la possibilité de participer à des groupes qui défendent les intérêts de la communauté et diverses autres associations où on se forme et on s'informe, où l'égalité devant la loi est de mise⁴.

Pris comme adjectif, il signifie social, convivial, propre à unir ex. « manifestation citoyenne ». Du point de vue politique, la citoyenneté intéresse le droit de vote, d'éligibilité du citoyen. Du point de vue civil, la citoyenneté met l'accent sur les valeurs fondamentales collectives et la limite de pouvoir. Du point de vue socio-économique, la citoyenneté s'intéresse au droit à la sécurité socio-économique, de l'environnement sain, etc.

³ EPEE GAMBWA (2001), *Civisme et développement*, notes des cours, inédit, Kinshasa.

⁴ KUNA MABA (2014), *Education à la citoyenneté*, Notes des cours, inédit, Kinshasa.

II. Acteurs et actions de l'éducation civique en RDC

Il existe plusieurs acteurs qui sont très engagés dans l'éducation civique en RDC. Nous en relèverons quelques-uns, les plus importants, ainsi que leurs actions les plus significatives.

1. Les acteurs de l'éducation civique et leurs actions en RDC

1.1. L'Etat congolais

L'Etat congolais est le premier acteur de l'éducation civique. En tant que suprastructure, le gouvernement congolais a dans son agenda politique la création de la conscience et de la cohésion nationales. Ce sont des éléments essentiels pour asseoir la légitimité des institutions et de leurs animateurs.

Après le premier vent démocratique de 1959 et la période de dictature, c'est depuis 1990 que la RDC lutte encore pour la mise en place d'un régime démocratique. Les différents régimes qui se sont succédé depuis lors ont toujours recherché le soutien et l'accompagnement de la population pour gouverner.

Notons, cependant, que le pays est une constellation de 400 groupes ethniques, répartis dans 26 provinces subdivisées en 4 aires linguistiques. Les groupes ethniques s'identifient généralement à partir de l'une des quatre langues nationales. Ce qui a fini par donner lieu au phénomène du tribalisme, aux conflits intercommunautaires et à la confiscation du pouvoir de l'Etat par des membres d'un espace linguistique.

Le pays sort également d'une longue période de guerre-rébellion-agression qui l'avait morcelé en quatre avant de retrouver son unité, et cela grâce, notamment, à l'apport indispensable de la communauté internationale.

Ainsi, les régimes au pouvoir se sont efforcés de juguler autant que possible les sources de l'instabilité, en recourant davantage à la force qu'à l'éducation civique. Ecoles, églises, médias et leaders d'opinion étaient systématiquement mis à contribution pour avoir un peuple plutôt soumis que critique. Ce qui a fini par limiter la participation politique et laisser libre cours à un système, à la limite, autoritaire avec comme corollaire les violations massives des droits humains, les restrictions des libertés d'expression et de manifestation, ...

1.2. Les partis politiques

L'article 6 de la Constitution de la RDC stipule que les partis politiques concourent à l'expression du suffrage, au renforcement de la conscience nationale et à l'éducation civique. Ils constituent de précieux moyens grâce auxquels les dirigeants du système politique inculquent aux individus-membres une idéologie politique entendue comme un faisceau d'idées-force qui, à une époque donnée et dans un groupe ou dans une collectivité donnée, ont pour fonction de donner des directives d'actions individuelles et collectives en vue de la réalisation d'un certain idéal. Les partis politiques forment et informent leurs militants sur les différents problèmes qui se posent dans le pays et dans le monde, en organisant des campagnes d'information et de sensibilisation à travers des séminaires. Par ailleurs, ils proposent régulièrement à leurs militants des thèmes sur lesquels ils réfléchissent et discutent au cours de leurs réunions.

Il est à observer que dans un pays où il y a 603 formations politiques⁵, les partis qui ne sont pas au pouvoir développent et diffusent des idéologies différentes voire opposées à celles des partis politiques au pouvoir, en vue de le conquérir. Ce faisant, ils contribuent au développement de l'esprit critique, du sens de discernement des individus-membres du système politique.

Deux principaux partis de l'opposition ont systématiquement joué un rôle majeur dans la socialisation de leurs membres. Il s'agit de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) et le Parti Lumumbiste Unifié (PALU). Travaillant plus sur la corde tribale de manière systématique, ces deux partis ont réussi d'avoir des militants qui sont restés fidèles à l'idéologie politique des leaders politiques et ont fait preuve d'une active participation politique.

Bien organisés à la base, avec un système fonctionnel de relais des informations, les militants de ces deux partis ont réussi dans une certaine mesure d'influencer l'opinion publique générale. Il en est né une conscience politique paroissiale, c'est-à-dire, une conscience politique aveugle, non critique et essentiellement assujettie aux idées des leaders des partis.

Ayant rejoint le cercle du pouvoir en 2006, le PALU a maintenu son système d'assujettissement des militants les rendant ainsi incapables de jouer objectivement l'action publique. Bien plus, ils se sont placés dans la position d'attentisme, à la quête des avantages matériels et financiers que procure la gestion de l'Etat.

La triste tendance du PALU est en train d'être observée au niveau de l'UDPS qui est au pouvoir depuis bientôt une année.

⁵ Ce chiffre est approximatif puisque les partis politiques en RDC continuent à se créer.

C'est pour dire que les partis politiques en RDC n'ont pas encore bien compris leur rôle dans la formation de l'opinion et dans la consolidation de la conscience nationale. Ceci parce qu'ils sont dénués de tout fondement démocratique déjà à l'interne, ils n'ont que peu d'intérêt pour l'idéologie, l'organisation du sommet à la base, l'administration fonctionnelle, En outre, les partis politiques au Congo c'est du business. Des individus investissent dans les partis politiques pour gagner en retour le pouvoir.

1.3. Les confessions religieuses

L'article 1^{er} de la Constitution congolaise consacre la laïcité de l'Etat. Toutefois, l'Etat reconnaît à l'église la légitimité de contribuer à la formation de la conscience nationale à travers la formation spirituelle de l'homme.

Hormis l'Eglise catholique et, quelque peu, l'Eglise protestante, les autres confessions religieuses prennent une certaine distance vis-à-vis de la politique.

Certains dirigeants des églises de réveil ou traditionnelles imputent la misère du peuple congolais aux forces spirituelles. Ainsi, par exemple, face au problème de chômage, les leaders de ces mouvements religieux font croire que celui-ci est l'œuvre d'un esprit mauvais qu'il faut chasser par des séances de prières. Il suffit de suivre les chansons dites religieuses, pour comprendre que la misère qui y est évoquée ne trouve sa solution qu'en Dieu.

Cette manière assez simpliste de justifier la manifestation de la misère arrange naturellement les acteurs politiques, qui utilisent justement ces églises comme des centres *d'endormissement* de la population.

La RDC compte plusieurs églises traditionnelles, dont certaines sont messianiques. C'est le cas de BUNDU Dia Kongo dans la province du Kongo Central. Ce type d'églises que l'on retrouve dans plusieurs provinces, s'efforcent de former politiquement la conscience politique de leurs membres. C'est pour cette raison qu'elles sont considérées par le pouvoir politique comme une menace et leur leader religieux sont combattus. D'autres églises traditionnelles comme le « Kimbangu » se sont fait alliée du pouvoir et leurs leaders bénéficient du soutien des dirigeants politiques.

Donc, systématiquement, tout mouvement religieux qui joue le jeu du pouvoir, en endormissant politiquement le peuple, en s'abstenant de former la conscience politique des fidèles, en renonçant aux positions contraires à celle du gouvernement, même les plus radins, peut bénéficier du soutien des autorités. Par contre, tout mouvement religieux, comme l'église catholique par exemple, qui s'adonne à éclairer les lanternes politiques de ses membres, devrait s'attendre aux représailles du pouvoir public.

C'est peut-être à cause de la peur qu'inspirent les autorités politiques et des avantages qu'offrent les bonnes relations avec lesdites autorités que plusieurs leaders religieux préfèrent s'abstenir de jouer le rôle de formation de la conscience politique de leurs membres.

Une telle attitude traduit en réalité une faible socialisation de ces leaders religieux. Car on peut bien former la conscience politique de ses fidèles sans toutefois montrer sa couleur politique ou se montrer opposant farouche d'un système politique puisque en définitive, l'église demeure une structure sociale qui se doit être au milieu du village. Remplir pleinement et objectivement ses missions lui implique une certaine méthodologie pour rester, non pas au service d'un groupe politique, mais au service de son rôle social.

1.4. Les médias

La RDC est un pays où l'on dénombre un nombre assez élevé des organes de la presse tant écrite, audio-visuelle qu'en ligne. La presse, tant publique que privée, est l'un des instruments de base dans le travail de socialisation de la population.

Notons que les médias publics sont totalement pris en otage par les régimes politiques et sont devenus des appareils de propagande plutôt que d'éveil de la conscience. L'on ne peut y suivre qu'un seul son de cloche. Son accès n'est limité qu'à ceux qui défendent le point de vue du régime en place.

Quant aux médias privés, ils sont pour la plupart des propriétés des gouvernants ou des anciens gouvernants passés à l'opposition. Avec la politique de censure à outrance, ces médias sont obligés de suivre la ligne tracée par le pouvoir pour ne pas faire l'objet de brimades, sinon de fermeture.

Il faut souligner, tout de même, que certains journalistes font de plus en plus preuve de professionnalisme, en sensibilisant la population et en cultivant l'esprit de la participation citoyenne. C'est le cas, notamment, de la Radio Okapi, de la Radio Top Congo, du média en ligne actualite.cd ou du quotidien Le Phare.

Mais dans un pays où le taux de desserte en énergie électrique est de 8%, il est clair que ce n'est pas tout le monde qui suit les émissions à la radio ou à la télévision. Ils sont encore peu nombreux, ceux qui ont accès à l'internet. Très peu sont-ils aussi ceux qui achètent et lisent les journaux.

Néanmoins, les médias exercent une grande influence sur ceux qui sont atteints par ses messages. D'où l'importance d'une bonne gestion de cet instrument de socialisation à travers une réglementation adaptée et surtout l'élargissement de la couverture médiatique dans toutes les zones du pays avec un contenu moins propagandiste.

1.5. Les organismes nationaux

Il existe un faisceau d'organismes nationaux qui œuvrent pour l'éducation civique en RDC. Les ONG de défense des droits de l'Homme, de la promotion de la femme, des personnes vivant avec handicap, ... sont très actives en RDC et fonctionnent sur l'ensemble du territoire national. Certaines d'entre elles éprouvent d'énormes difficultés par manque de financements, au moment où d'autres sont systématiquement découragées à la suite des menaces et de toutes formes de pression qu'elles subissent du pouvoir en place.

Bien que par moments restreinte, à cause des difficultés, l'action de ces ONG et ASBL est ressentie dans leur zone d'activité. Le seul vrai problème demeure la pérennisation de leurs activités dans un pays où les acteurs de la société civile sont aussi inconstants que les acteurs politiques.

C'est ainsi que plusieurs ONG deviennent des appendices des partis politiques, ou se muent carrément en mouvements de soutien à un acteur politique, abandonnant ainsi l'objectif premier de leur création.

1.6. Les partenaires internationaux

La RDC bénéficie de l'appui de plusieurs ONG internationales qui œuvrent dans le domaine de l'éducation civique et politique. Ces structures internationales fonctionnent sur base de programmes et de projets qu'elles implémentent dans le cadre de leurs activités.

Bénéficiant des financements de leurs pays respectifs ou des bailleurs des fonds internationaux, ces ONG internationales travaillent directement avec les institutions du pays, ou passent par des ONG et des ASBL locales, avec lesquelles elles partagent le même secteur d'activités.

L'action de ces ONG internationales est significative dans la mesure où celles-ci ont des programmes qui cadrent directement avec les besoins de la population et disposent surtout des moyens pour atteindre leurs objectifs. Mais le champ d'action étant si vaste et ce, à la dimension du pays, ces ONG opèrent plus dans les grands centres urbains, oubliant pratiquement l'arrière-pays où le besoin en formation est plus

ressenti par rapport aux villes. Toutefois, il sied de signaler que c'est parfois à cause des problèmes d'accessibilité, de sécurité et des difficultés d'ordre logistique que ces ONG n'arrivent pas à se déployer dans certains coins du pays, en dépit de la nécessité ressentie.

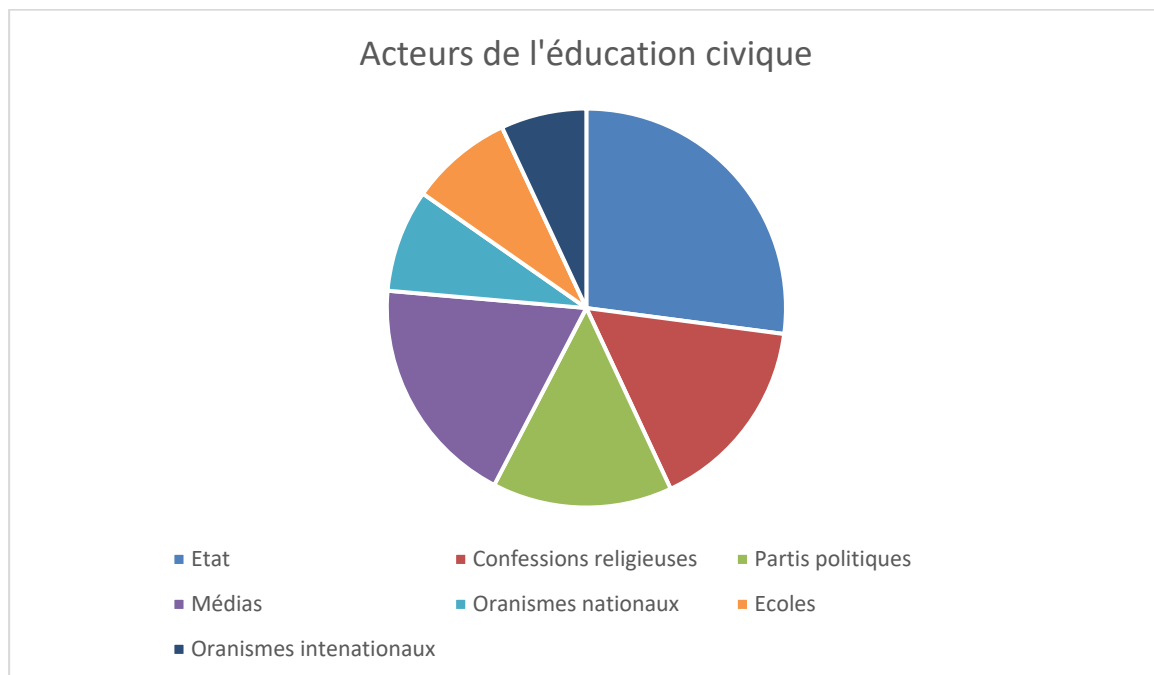
2. Dispatching des rôles de l'éducation civique

Comment se fait le travail de l'éducation civique en RDC ? Comment se fait la répartition des rôles dans ce travail important ?

Chaque acteur susmentionné a un rôle important à jouer dans le travail de l'éducation civique de la population. Le problème est de le savoir d'une part et de bien le faire d'autre part.

A la question de savoir à qui revient le travail d'éduquer civiquement la population, les points de vue de la population divergent. Le diagramme ci-dessous nous donne les idées des enquêtés à cet effet.

Diagramme 1. Perception du rôle de l'éducation civique



L'analyse de ce diagramme permet de comprendre que tous les acteurs retenus sont considérés par les enquêtés comme ayant, chacun à son niveau, un rôle à jouer dans la socialisation de la population.

Naturellement l'Etat est considéré comme le premier acteur de socialisation. Parmi les personnes enquêtées, 39, soit 23%, estiment qu'il revient principalement à l'Etat de former la population sur l'éducation civique. Elles n'ont pas tort puisqu'il s'agit de l'acteur qui dispose de tous les leviers de socialisation et devrait s'en servir à bon escient.

Les ONG nationales et internationales sont pratiquement coude-à-coude. C'est pour dire qu'il faudrait constater que les tares de l'Etat congolais sont à combler par ces deux leviers à travers leurs actions, en dépit des moyens limités et des contraintes.

Face aux limites de l'Etat et aux difficultés constatées au niveau du déploiement des ONG, les confessions religieuses demeurent le moyen par excellence de former la population congolaise. En effet, leur action-intervention n'exige pas assez de moyens logistiques ni financiers. En outre, l'aura des leaders religieux peut être mise à contribution pour avoir des citoyens responsables et actifs.

Les écoles, les partis politiques et les médias demeurent à tout point de vue des machines que la population considère comme importante et devraient par conséquent jouer aussi leur rôle.

Il est cependant inquiétant de réaliser que peu d'enquêtés considèrent l'école comme un acteur majeur de l'éducation civique. Cette situation peut s'expliquer par le fait que l'école, nous l'avons déjà souligné, a failli dans son rôle, et cela, pour des raisons sus évoquées.

Une fois de plus, il est important de redonner à l'école la place qui lui revient en matière de l'éducation civique, si nous voulons avoir des bons citoyens et en grand nombre.

III. Jauge de la culture générale

Nous avons estimé nécessaire de procéder à un test des connaissances pour apprécier le niveau de la culture générale de la population congolaise. Ce qui nous a conduit à poser des questions autant sur la citoyenneté, la démocratie, les élections, les partis politiques, l'histoire politique, l'actualité internationale que sur l'action de la KAS.

1. De la connaissance sur la citoyenneté

- L'enquête menée nous révèle que 92 personnes, soit 53% d'enquêtés, ne sont pas en mesure de définir correctement le concept *citoyen*. Cette difficulté, dès le départ, nous permet de comprendre les lacunes relevées dans la formation des élèves congolais, dont on a déjà fait mention. Cependant, 101 enquêtés,

soit 60% environ, connaissent les caractéristiques d'un bon citoyen et les droits et devoirs des citoyens.

- 98 enquêtés, soit 58%, estiment qu'il y a des bons citoyens en RDC, parce que les Congolais respectent les lois du pays ; tandis que 42% d'enquêtés pensent qu'on n'a pas de bons citoyens, du fait qu'il y a constamment des violations des lois du pays et que les antivaleurs demeurent un fait indéniable.

L'on peut retenir à ce niveau que les Congolais ne sont pas en déphasage par rapport à la problématique de la citoyenneté. Mais le bât blesse au niveau de la mise en application des principes de la citoyenneté, à cause des antivaleurs qui ont élu domicile dans le chef de plusieurs citoyens.

2. De la connaissance sur la démocratie

- Le concept *démocratie* est bien connu des Congolais. Près de 70% des personnes enquêtées savent ce qu'elle veut dire et ont une idée plus ou moins exacte de ses caractéristiques. 60% des personnes interrogées estiment que la RDC est un pays démocratique suite au processus électoral réussi de 2018, en dépit des difficultés ayant conduit à sa tenue. L'autre frange d'enquêtés, soit 40%, pense le contraire à cause de la confiscation du pouvoir du peuple par les acteurs politiques et de l'absence de libertés fondamentales.

L'analyse qui se dégage à ce niveau est que les Congolais aspirent à une société démocratique. Mais ils sont consternés par les pratiques antidémocratiques des acteurs politiques qui empêchent justement sa totale application.

3. De la connaissance sur la participation citoyenne

- Environ 53% des personnes interrogées ne sont pas membres d'un parti politique, malgré le fait que la RDC compte plus de 600 partis politiques légalement enregistrés. Ce chiffre n'est pas étonnant puisque très peu de partis en RDC ne disposent des militants fidèles, à cause de l'absence d'idéologie, des pratiques du culte de personnalité du président du parti, de la démagogie des acteurs politiques. En revanche, 47% d'enquêtés appartenant à un parti politique estiment qu'ils en sont devenus membres dans l'espoir de trouver du travail ou devenir un acteur politique.
- 48 personnes sur 75, membres des partis politiques, soit 60%, affirment n'avoir jamais changé de parti politique pour la simple raison qu'elles se retrouvent bien au sein de leur formation politique. Les 40% de ceux qui ont changé de partis affirment l'avoir fait à cause de l'absence de la démocratie à l'interne et des pratiques tribales.

- 88 personnes interrogées, soit 59%, affirment ne pas être membres d'une ASBL puisqu'elles n'y trouvent aucun intérêt. L'autre frange, comprenant environ 41%, pense le contraire, même si 70% d'entre elles ignorent les objectifs poursuivis par leurs ASBL respectives. Ce qui donne lieu à une appartenance justifiée par des raisons émotives.
- Par ailleurs, 101 personnes, soit 60% pratiquement des personnes enquêtées, affirment n'avoir jamais participé à une manifestation politique. Cette situation est justifiée par la peur, liée aux répressions policières. Ceux qui y ont déjà participé le doivent à l'influence de leurs leaders politiques.
- Près de 49% des personnes interrogées affirment qu'elles apprennent les informations politiques dans les entretiens entre amis, contre 32%, qui sont informées par les médias.
- 79 personnes interrogées affirment avoir déjà émis un point de vue politique dans les réseaux sociaux, contre 93 qui ne l'ont jamais fait. Beaucoup de Congolais n'utilisent pas encore les réseaux sociaux, par ignorance ou par manque de téléphone numérique. Les jeunes kinois sont particulièrement très actifs dans ces réseaux contrairement à ceux qui sont dans les milieux ruraux.
- 102 personnes interrogées sur 172, soit 60%, pensent que c'est normal qu'une femme puisse s'engager en politique. L'autre frange estime que la politique n'est pas faite pour les femmes puisqu'elles finissent par se corrompre comme les hommes, une fois en politique. Pratiquement, 50% des personnes interrogées ne trouvent pas d'inconvénient qu'une femme soit Présidente de la République. L'autre moitié pense que c'est inacceptable, car la femme devrait laisser cette place à l'homme. Toutes les personnes interrogées connaissent au moins le nom de trois femmes qui font la politique. C'est le nom de Eve Bazaiba qui revient chez tous les enquêtés, suivi de Jeanine Mabunda, puis de Marie-Ange Lukiana. La plupart des personnes interrogées reprochent aux femmes politiques un manque de charisme (40%), l'immoralité (31%), un manque de courage politique (17%) et la transhumance politique (12 %).

L'on peut déduire de ce qui précède que la participation politique est une réalité en RDC. Elle est cependant à un taux faible. Cette situation est essentiellement due à une faible socialisation, au mauvais exemple que donnent les acteurs politiques.

4. De la connaissance sur l'actualité internationale

- Environ 80% des personnes enquêtées connaissent les grandes puissances. C'est surtout les USA, la France et la Russie qui ont été le plus cités. La notoriété de ces trois pays, par ailleurs très actifs dans la vie politique congolaise, peut expliquer la facilité avec laquelle les Congolais les identifient.
- 60% des personnes enquêtées connaissent là où est situé le siège de l'Onu, contre 40%.

- 62% des personnes enquêtées ont une idée exacte sur l'Union Européenne, contre 38%.
- 57% des personnes interrogées connaissent le siège de l'Union Européenne, contre 43 %.
- 54% des personnes enquêtées connaissent la date de la chute du Mur de Berlin, contre 46%, qui l'ignorent.
- 52% d'enquêtés connaissent le siège de l'Union Africaine, contre 48% de ceux qui l'ignorent.
- 60% des personnes enquêtées savent ce qui s'est passé le 11 septembre 2001 aux USA.
- 51% des personnes enquêtées connaissent la période de la deuxième guerre mondiale, contre 49%, qui l'ignorent.
- 80% d'enquêtés connaissent Mandela et son pays d'origine, contre 20% de ceux qui l'ignorent.
- 65% des personnes enquêtées ne connaissent pas l'ancien président américain John Kennedy.
- 52% des personnes enquêtées ne connaissent pas le Chinois Mao Tsé-Toung.
- 62% des personnes enquêtées ne connaissent pas la nature des rapports entre la Chine et les USA.
- 61% des personnes enquêtées ne connaissent pas grand-chose sur le contrat sino-congolais.
- 57% des personnes enquêtées ne connaissent pas les mesures à prendre pour lutter contre le changement climatique.
- 85% des personnes enquêtées ne connaissent pas les militants des changements climatiques.
- 66% des personnes enquêtées ne connaissent pas le lieu où s'est déroulé en 2015 la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP21).

L'on peut déduire que la moyenne de la connaissance sur la culture générale est d'environ 53%. Ce chiffre veut dire qu'une majorité de Congolais suivent ce qui se passe au niveau international et s'en font une idée plus ou moins exacte.

Par ailleurs, cette moyenne de 53% intègre la catégorie des Congolais qui ont une licence. C'est pour dire que les intellectuels congolais s'intéressent à l'actualité internationale. La moyenne de 47% ne peut nous laisser indifférent dans la mesure où elle permet de comprendre que beaucoup de Congolais sont pratiquement en marge de ce qui se passe au niveau international. Cette moyenne peut aussi traduire le déficit de formation, l'absence de moyens adéquats pour suivre les informations (problème d'électricité, préoccupations sociales, intelligence limitée, ...).

5. Des questions sur la laïcité

- 58% des personnes enquêtées ne connaissent pas grand-chose sur la laïcité.
- 72% pensent que l'engagement politique de l'Eglise catholique est une bonne chose.
- 61% des personnes enquêtées pensent que les autres confessions religieuses devraient suivre l'exemple de l'Eglise catholique.

Pratiquement, 62% de la population ont une opinion favorable de l'engagement politique de l'Eglise catholique et pensent que les autres confessions religieuses devraient en faire autant. Nul n'ignore que l'Eglise catholique a pris une part active dans la lutte pour l'alternance pacifique en RDC. Les différents points de vue des évêques de la CENCO sur l'évolution de la situation politique en RDC ont contribué à faire changer certaines positions figées des gouvernants. Ceci constitue un bel exemple à suivre.

6. De la connaissance sur la KAS

- 14 personnes sur le 172 interrogées, soit 7%, affirment avoir déjà participé à une activité organisée par la KAS. Les thèmes développés étaient *le processus électoral* et *le renforcement des capacités des partis politiques*.

Ces 14 personnes estiment que la KAS devrait continuer avec les mêmes thématiques puisque les problèmes ayant fait l'objet de formation restent d'actualité. Ce qui pourrait dire que l'action de la KAS est une réalité, mais le rayon de son action en matière de l'éducation civique demeure faible face à la taille du pays.

L'ensemble des données traitées dans ce chapitre nous ont permis de faire un état des lieux de l'éducation civique en dehors du circuit scolaire et universitaire. Ce qui nous ouvre la voie à leur analyse, pour dégager des perspectives d'avenir.

CHAPITRE 4.

PRINCIPALES CONSTATATIONS, RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES

Les enquêtes menées auprès de la population sur l'éducation civique en trois semaines et les entretiens réalisés nous ont conduits au cœur du système de socialisation de la population congolaise. En effet, un regard, même simple, du système éducatif, tant au niveau des écoles que des structures spécialisées, permet de comprendre que l'éducation civique fait face à plusieurs réalités, qui nécessitent de nouvelles approches.

Certes, les enquêtes menées et les entretiens ne l'ont pas été sur l'ensemble du pays. Ce qui veut dire que la signification de l'échantillon est modérée et un indice, dans une certaine mesure. Néanmoins, les quelques personnes interrogées et les enquêtes menées dans deux espaces territoriaux distincts ont permis de déceler les thématiques qui sont encore d'actualité et celles qui doivent rejoindre le cercle de la formation. Ces observations peuvent être résumées dans les conclusions suivantes :

I. Les principales constatations

1. Il était plus que nécessaire de mener une étude de base sur l'état des lieux de l'éducation civique en RDC, pour évaluer objectivement son impact dans l'aiguisement de la citoyenneté, dans un pays où le processus de démocratisation peine à prendre des solides racines. En effet, malgré l'adjectif *démocratique* que porte la dénomination du pays, l'ensemble des personnes interviewées reconnaissent que le pays ne dispose pas encore de tous les galons de la démocratie. Ceci, pour montrer que l'homme congolais, en général, et l'homme politique, en particulier, devront encore être informés sur le bien-fondé de la compréhension et de la maîtrise des principes et valeurs démocratiques.
2. L'école est le tout premier levier de socialisation dans un pays. C'est le lieu où l'on forme l'homme, tout l'homme et ce, dès son plus jeune âge jusqu'à l'âge adulte, avant qu'il ne soit appelé à assumer des responsabilités dans la société. Il nous revient de constater que les enseignements sur le civisme, tel que dispensés à l'école primaire, n'intéressent guère les élèves pour le moins obligés de le suivre pour avoir des notes plutôt que pour les appliquer dans leur vie sociale ou politique. D'où, la nécessité de revoir le programme du cours, de le rendre plus adapté au contexte sociopolitique, et surtout accentué non pas sur les idéologies politiques du régime en place, mais plutôt sur les valeurs démocratiques et républicaines.
3. Les partis politiques et les autres organismes nationaux et internationaux devraient s'efforcer de jouer leur rôle aux côtés des structures étatiques. Cependant, le manque de moyens suffisants, l'étendue du pays, l'inaccessibilité de certains coins du pays constituent les principaux facteurs qui limitent leur rayon d'action.

4. Outre les écoles et les ASBL, les églises traditionnelles et de réveil devraient emboîter le pas à l'église catholique, et contribuer à éduquer civiquement la population. En effet, 32% des personnes interrogées font partie des églises traditionnelles et de réveil, toutes deux réunies. Ce qui voudrait dire que les dirigeants de ces églises ont une certaine influence sur leurs fidèles, laquelle devrait être mise à contribution pour leur socialisation.
5. La République Démocratique du Congo connaît un problème de socialisation des citoyens, surtout ceux qui évoluent dans le milieu rural. L'expérience de Mbanza-Ngungu montre, dans une certaine mesure et toute proportion gardée, que le niveau d'études des jeunes et des femmes reste limité en-dessous du graduat. Ce qui laisse entrevoir un déficit de culture générale à leur niveau.
6. Les entretiens réalisés avec les personnes ciblées ont permis de comprendre que celles-ci ont une connaissance de la KAS et ont participé à au moins une de ses activités. Par contre, les enquêtes avec un échantillon tiré au hasard donnent moins de dix pourcent d'enquêtés qui avaient suivi une de ces formations. Cette déduction paraît trop simpliste à cause de la faible taille de l'échantillon, mais permet de comprendre que la KAS, bien que présente depuis la moitié d'un siècle en RDC, devrait encore redoubler des efforts, pour intensifier ses activités.
7. Les personnes interrogées estiment que les formations de la KAS sont d'une grande importance, en termes de connaissance et d'organisation. Les thématiques développées sont toujours d'actualité et il n'existe pas de thématiques à délaissier. Ceci, parce que les notions élémentaires de la démocratie, de la culture politique ou de l'Etat de droit ne sont pas encore totalement assimilées. Il serait donc trop tôt d'estimer qu'il y a des thématiques à abandonner. Bien au contraire, il faudrait ajouter d'autres thématiques tout en rappelant ce que l'on semble connaître, surtout lorsqu'il arrive des moments importants de la vie politique comme les élections.

II. Formulations des politiques publiques sur l'éducation civique en RDC

1. Former avant tout les acteurs politiques

Très nombreux sont ces Congolais qui aiment leur pays et qui en sont fiers, malgré les déboires enregistrés à répétition. Ce sentiment nationaliste qui les habite a pour soubassement une prise de conscience, du fait qu'ils n'ont qu'une et une seule patrie : le Congo. Tout comme, il existe d'autres Congolais qui détestent leur pays, qu'ils estiment être la source de leur malheur. Aussi pensent-ils pouvoir mieux vivre ailleurs. D'où, le phénomène de l'émigration, qui a pris des proportions inquiétantes en RDC.

C'est cette seconde catégorie qui devrait plus interpeller la conscience collective et susciter des actions de conviction en leur direction, sans pourtant oublier la première qui mérite pour plus d'une raison une attention soutenue, en vue de cimenter son premier amour : le Congo.

Aimer son pays renvoie au patriotisme, qui est avant tout une réalité conceptuelle, qui reflète nos relations et nos fantasmes. C'est tout autant un sentiment qu'une raison d'être. Ainsi, l'éducation civique est un contenu mental très attaché à sa nation perçue comme sa propre communauté de culture, de tradition. C'est une raison de vivre, d'espérer, de croire d'un peuple. En effet, un peuple sans culture politique, pourtant fruit de l'éducation civique, est voué à l'échec, aux crises politiques, à l'essor des antivaleurs et à l'ignorance de tout ce qui se passe au monde.

De par les temps qui courent et face aux réalités sociopolitiques tant nationales qu'internationales, le gouvernement de la RDC est plus que jamais obligé d'initier la population à la culture politique démocratique et républicaine.

Mais le vrai problème est celui de savoir quel est le degré de culture des dirigeants politiques congolais ?

Nous citons ces derniers pour souligner une fois de plus le rôle combien important que doivent jouer les acteurs politiques, pour demeurer une référence d'exemplarité. C'est l'élément moteur de l'éducation civique. A travers les actes, attitudes et réactions des autorités, la population devrait apercevoir des valeurs démocratiques.

L'école congolaise doit, en second lieu, redevenir le cadre par excellence de la formation de la conscience nationale. On devrait apprendre aux enfants, dès la maternelle jusqu'à l'université, les notions élémentaires et essentielles de la culture politique pour amener chaque citoyen à contribuer à l'effort de la construction démocratique, en adoptant un système de valeurs non compromettant.

Il y a pour cela, en outre, la nécessité de réduire sensiblement au niveau du primaire et du secondaire la part d'apprentissage réservée à l'histoire occidentale, pour accorder plus de priorité à l'enseignement de l'histoire précoloniale, coloniale et postcoloniale congolaise et africaine, qui n'est pas pauvre.

2. Mise en place d'un Programme national de l'éducation civique

Pour être certain de mieux faire en matière de l'éducation civique, des termes de référence clairs méritent d'être élaborés à cet effet. A la base desdits termes, il y a lieu de mettre rapidement en place une structure capable de servir de boussole au gouvernement, afin de mieux encadrer les populations rurales et urbaines. C'est tout le sens que nous voulons accorder au Programme National de Sensibilisation de l'éducation civique, à financer – exclusivement - par le pouvoir public et à rattacher au ministère de la culture, pour être piloté par un groupe des Congolais compétents.

Une telle structure, une fois mise en place, maintiendrait inéluctablement le cap, sans tomber dans le piège du culte de personnalité, et aurait certainement un impact très positif dans la formation de la conscience nationale.

3. Consolidation de la conscience nationale

Nous pouvons définir la conscience nationale comme un ensemble de représentations doctrinales ou idéologiques ainsi que des attitudes et comportements sociaux par lesquels se reconnaît une communauté humaine, avec une unité historique, culturelle, économique plus ou moins forte. En parlant de la communauté humaine, nous faisons directement allusion à un peuple déterminé de vivre et de construire une famille nationale ensemble.

Chaque membre de la communauté ne jure qu'à partager un destin commun, quels que soient les problèmes, revers ou victoires. En fait, chacun se considère comme un élément essentiel du groupe et contribue, à sa manière, pour sa consolidation et sa prospérité. Toutes les actions que posent les membres du groupe au quotidien sont dictées par le souci d'aménager un espace social où ils pourront retrouver leur bonheur. Le groupe-nation devient exactement comme une maison propre que l'on cherche à entretenir.

Un pays ne devient fort que lorsque tous les citoyens qui le composent se comportent comme fils d'un même père et d'une même mère et défendent en symbiose les mêmes intérêts. Leurs dissensions internes disparaissent dès lors qu'ils doivent lutter pour sauvegarder ce qui leur est des plus chères : la nation.

Si beaucoup de peuples de par le monde ont déjà atteint ce degré de conscience nationale, il faudra cependant reconnaître qu'en RDC, les choses ne se passent pas encore ainsi. Il est des Congolais qui détruisent leur propre pays pour des intérêts égoïstes. L'on rapporte souvent que pour apprivoiser un Congolais, trois choses suffisent : la bière, les femmes et l'argent. Donc, beaucoup de Congolais sont prêts à sacrifier l'intérêt général pour de petits avantages matériels et financiers.

III. Recommandations

Face aux constatations ci-dessus, on peut formuler des recommandations suivantes :

1. Poursuivre systématiquement le travail de l'éducation civique en RDC, en faisant fonctionner efficacement tous les leviers qui existent à cet effet. L'Etat congolais devrait mettre en place des politiques publiques y relatives en en suivant la mise en œuvre, puis en en disponibilisant les moyens requis, pour leur matérialisation. Remarquons qu'il existe depuis 2012 un département ministériel chargé de l'éducation à la citoyenneté. Ce département était rattaché au Ministère de la

Communication et des Médias en 2012 ; à celui de l'Enseignement Primaire et Secondaire en 2016 et, depuis 2019, à celui de la Jeunesse. Ces différents changements prouvent l'absence de termes de références clairs sur la gestion efficiente de ce secteur très délicat, si bien que l'on ne sent pas une action étatique annonçant les couleurs de socialisation citoyenne. En septembre 2019, le chef de l'Etat a créé au sein de son Cabinet une agence pour le changement des mentalités. Il est évidemment difficile, en quelques mois, de faire le bilan de l'action engagée dans le cadre des activités menées par cette agence, qui connaît déjà des difficultés de fonctionnement, faute de moyens financiers.

2. Mutualiser les efforts des structures engagées dans le travail d'éducation civique pour éviter que tout le monde fasse la même chose et aux mêmes endroits. La RDC étant un pays vaste, il existe des territoires qui n'ont jamais bénéficié des formations des organismes. D'où, la nécessité de disposer d'une coordination de suivi de ce travail pour atteindre le plus grand nombre de citoyens formés.
3. Former les leaders d'opinion pour qu'ils sachent jouer pleinement le rôle de socialisation citoyenne. En effet, les vedettes de la musique congolaise, de la comédie, du sport et des œuvres plastiques ainsi que les pasteurs des églises traditionnelles ou de réveil sont politiquement désengagés. Lorsqu'ils prennent position, sur une question donnée, c'est souvent pour soutenir la personne qui leur procure des moyens financiers importants, en contrepartie. Pourtant, l'on a vu dans d'autres pays des stars, à l'instar de celles de la musique africaine, jouer un rôle essentiel dans l'éducation civique. C'est le cas de Alpha Blondy, de Youssou N'dour ou de Myriam Makeba. Comme pour dire que les vedettes congolaises ne sont pas elles-mêmes socialisées politiquement. Ceci, parce que la plupart d'entre elles ont un bas niveau intellectuel (l'on peut compter du bout des doigts ces vedettes qui ont été à l'école de manière réglementaire). Voilà pourquoi il est important de commencer par former ceux qui exercent une certaine influence sur les masses pour que leur notoriété contribue également à la culture politique.

IV. Perspectives sur l'éducation civique en RDC

Il n'est pas facile d'éduquer civiquement la population congolaise, à cause principalement du contraste qui existe entre les richesses potentielles du pays et l'extrême pauvreté de la majorité d'habitants. En effet, croire au développement de la RDC est une idée que beaucoup de Congolais ne partagent plus. Une bonne partie de la jeunesse congolaise ne voit plus que son avenir à l'étranger où les opportunités de gagner la vie seraient nombreuses. Rester au pays, selon elle, est synonyme de mourir à petit feu. D'où, la triste phrase que reprennent même certaines autorités politiques

en sourdine : « Mboka oyo ekobongaka lisusu te ! », qu'on peut traduire par : *Ce pays est condamné indéfiniment au sous-développement, à la misère*. Shomba Kinyamba élucide cette situation, par cette affirmation : « Chaque jour qui passe, la majorité de Congolais n'ont de congolais que leur simple nationalité, sans citoyenneté. La conscience nationale, le sentiment patriotique, bref, l'attachement au pays s'efface sensiblement, voire même notoirement. Dirigeants, parents et enfants se laissent convaincre facilement que rien ne va en RDC. Par conséquent, il faut saisir la première occasion pour se sauver, voir l'Europe et mourir.»⁶

Ce scepticisme qu'il faut toutefois combattre, se justifie par le fait que les réalités de la vie quotidienne à Kinshasa et surtout en provinces contredisent certains discours de progrès que tiennent les dirigeants politiques. Il faut reconnaître que les choses bougent au Congo ; mais pas assez pour convaincre ceux dont la situation sociale demeure statique ou ne cesse de se dégrader.

Entre-temps, les rares personnes qui fournissent encore quelques efforts pour remettre le pays sur les rails, ou qui essaient d'appliquer une certaine rigueur dans leurs secteurs d'activités, sont stigmatisées et systématiquement découragées par un système social et politique opaque, voire par une opinion paroissiale qui les considère comme de simples distraits ou de grands *réveurs-debout*. Aussi leur flanque-t-on sans gêne au visage : « Okanisi yo mutu okobongisa mboka oyo ?, qui veut dire : *Crois-tu être celui qui redressera ce pays ?*

Comment, au regard de ce qui précède, être dès lors surpris d'entendre certains Congolais affirmer haut et fort : « To teka mboka oyo pe muana na muana azua part na ye pe abandana! », ce qui se traduit par : « Liquidons la RDC et que chacun prenne la part qui lui revient et se sauve dans la nature avant que le pire n'arrive. » Ceci, pour montrer tout simplement combien les Congolais, aujourd'hui, ne veulent plus entendre parler de l'observance des principes orthodoxes pour gagner la vie, dans la mesure où ce sont des aventuriers, des bandits de grands chemins et des maffieux qui *réussissent* mieux que les honnêtes gens.

Ainsi, plusieurs lexèmes populistes font désormais partie du langage courant des Congolais, comme : *En RDC, la vie n'appartient pas aux courageux mais aux aventuriers ; le pays est déjà en moule, il faut profiter par tous les moyens pour avoir sa part, bien vivre et ne pas mourir pauvre* ; le vrai problème, n'est pas de voler, tricher, corrompre ou se faire corrompre, mais plutôt d'être pris en flagrant délit, et surtout, de ne pas pouvoir s'en tirer malicieusement après.

⁶ SHOMBA KINYAMBA (2003), « Emigration clandestine des congolais vers la Belgique. Limite de la théorie fondée sur l'économie », in *Les Annales de la Faculté des Sciences Sociales Administratives et Politiques*, PUK, Kinshasa, vol.1, n°1-2, pp.15-21, p.17.

Il se dégage clairement de ce qui précède que bon nombre de Congolais actuellement ont un état d'esprit qui rime avec opacité, refus, voire, une lutte contre le développement. Souvenons-nous de ces ouvriers de la déconstruction nationale. D'où, l'importance de voir ce qui peut encore être fait dans le cadre de l'éducation civique en RDC.

V. Thématiques à poursuivre

Comme nous l'avons souligné dans les constatations, il n'existe pas aujourd'hui de thématiques dépassées, dans le cadre de l'éducation civique en RDC. Les différents thèmes développés, tels l'organisation et le fonctionnement des partis politiques, demeurent d'actualité. En dépit des formations sur les partis politiques, depuis 1990, ce sujet connaît encore des nouveaux problèmes, et des défis sont à relever. C'est ainsi qu'il est nécessaire d'adapter toutes les thématiques développées depuis toujours, comme : liberté associative, leadership féminin, principes démocratiques, culture politique,... en fonction des réalités sociopolitiques congolaises.

VI. Nouvelles thématiques

Il va sans dire que les défis de l'éducation civique en RDC se situent à deux niveaux : la formation de l'élite (les gouvernants et les leaders d'opinion) et de la masse (le peuple).

1. Les thématiques à développer pour l'élite au pouvoir et à l'opposition :

- Le patriotisme ;
- La transparence dans la gestion des biens publics. Pour ne pas confondre la caisse de l'Etat et sa propre poche. Cela renvoie à l'orthodoxie financière ;
- La notion de redevabilité. Ce qui renvoie à l'acceptation du contrôle citoyen ;
- La promotion des valeurs démocratiques : tolérance, liberté, droits humains, civils et politiques, laïcité, ... ;
- La lutte contre les antivaleurs comme la corruption, la fraude électorale, le musèlement de la presse, le détournement des biens ou deniers publics, ... ;
- Le respect des valeurs démocratiques et des principes républicains. Ce qui renvoie à la culture du respect de la parole donnée, du respect des textes ;
- Les notions fondamentales de savoir-vivre et de savoir-faire. Ce qui renvoie au respect de la ponctualité et des règles de politesse ou de bienséance, à l'apologie du courage, à l'esprit de sacrifice et à la promotion de l'intérêt général, ... ;

2. Les thématiques à développer pour l'élite/leader d'opinion sont :

- Les notions de base sur l'organisation et le fonctionnement d'un pays. Ceci permettrait de comprendre le sens, les missions et le rôle d'un Etat ;
- Le patriotisme ;
- L'engagement politique des leaders d'opinion en temps normal et en période de crise ;
- Le rôle des leaders d'opinion dans l'éducation civique de la masse ;
- Le rôle des leaders d'opinion dans le changement politique selon les aspirations de la population ;
- Le rôle des leaders d'opinion dans le développement social, économique, culturel et politique d'une nation.

3. Les thématiques à développer pour la masse sont :

- La connaissance du Congo. Beaucoup de Congolais ne connaissent pas l'histoire, la géographie ou la culture de leur pays. D'où, l'importance d'y insister ;
- Le patriotisme : il faudra éduquer les Congolais à aimer leur pays et à le servir sans rien exiger en retour ;
- La promotion des pratiques et valeurs démocratiques ;
- La participation politique de toutes les catégories sociales ;
- L'évolution de la politique internationale et des enjeux globaux de la société ;
- L'utilisation des réseaux sociaux comme moyen de participation citoyenne.

CONCLUSION

La RDC est un pays qui se veut démocratique. Ce qui suppose l'observance par tous les membres de la communauté nationale des règles, des principes et des valeurs qui fondent une société démocratique. C'est pourquoi, chaque membre de la communauté, gouvernant, leader d'opinion ; bref, tout citoyen, a besoin de recevoir une éducation civique, dans le but de l'amener à respecter les lois et les convenances sociales adoptées par tous. C'est la base de l'harmonie, de la paix, du progrès et de la cohésion nationale.

En RDC, l'Etat, à travers ses leviers de socialisation, et les structures privées nationales et internationales sont engagés depuis l'accession du pays à la souveraineté nationale au travail de formation civique, politique et morale des citoyens, pour que ces derniers soient pleinement conscients de leur devoir vis-à-vis de l'Etat et de la communauté. Mais aussi, pour avoir des citoyens qui ne soient pas totalement déphasés par rapport à ce qui se passe en dehors de leur pays.

Quel est alors le bilan de ce travail de l'éducation civique ? L'étude nous a permis de comprendre que le problème en RDC ne se pose pas toujours en termes d'ignorance des droits et des obligations par les citoyens congolais, mais plutôt, en termes de leur propension à refuser de s'y conformer.

Les premiers membres qui sont sur le banc des accusés sont les acteurs politiques, les gouvernants. Ces derniers prêchent moins par le bon exemple, tant dans leur comportement individuel que dans la gestion de la chose publique. Ainsi, les différents régimes qui se sont succédé ont failli à leur obligation de socialiser la population congolaise. Face aux égarements de ces acteurs, la majorité de leaders d'opinion ont surpris par l'affichage d'une indifférence déconcertante et d'un silence coupable. Fait qui laisse entrevoir la méconnaissance de leur possibilité d'influence ou, dans le cas contraire, la démonstration sournoise de leur complicité dans la descente aux enfers du pays. La population, quant à elle, assiste, médusée, à l'évolution en decrescendo de la société.

La situation n'est pas restée indéfiniment sombre puisque, de par les temps, des initiatives pour la reprise de la main n'ont pas manqué. L'école, quelques confessions religieuses, des professionnels des médias, certains partis politiques, des ONG ainsi que des partenaires étrangers ont mis la main à la pâte pour sensibiliser la population sur les valeurs démocratiques, le fonctionnement de l'Etat, le processus électoral, ...

Leur action, bien que limitée à cause de l'insuffisance des moyens, des problèmes sécuritaires ou des défis logistiques, a permis de créer un espace de connaissances qui a permis à la société congolaise de ne pas totalement perdre ses repères.

C'est pour ainsi relever que le travail débuté depuis près de six décennies devrait continuer, étant donné que les problèmes de socialisation demeurent en RDC. Les dirigeants politiques, les leaders d'opinion et la population ont tous besoin d'une formation, à la dimension des enjeux politiques, économiques et socioculturels. A cet effet, toutes les thématiques développées depuis lors sont toujours d'actualité même si des nouvelles thématiques s'imposent entre-temps pour susciter des citoyens congolais pleinement conscients de leurs responsabilités, tant sur le plan national qu'international.

BIBLIOGRAPHIE

- BADIE, B. (1988), *Le développement politique*, Paris, Economica.
- BAYART, T-T. (1989), *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard.
- BONGELI, E. (2008), *D'un Etat-bébé à un Etat Congolais responsable*, Paris, L'Harmattan.
- ELIKIA MBOKOLO (2007), « Apport des universités à la résolution des crises politiques en RDC », in Fondation Konrad Adenauer (FKA), *Elections, paix et développement en RDC. Prise de position des universités congolaises*, Kinshasa, FKA, pp.11-24.
- EPEE GAMBWA (2001), *Civisme et développement*, inédit, Kinshasa.
- GALMOND et VERBA (1963), *The civic culture*, PUP, Ottawa.
- Journal officiel (2011), *La Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, telle que modifiée par la Loi n°11/002/ du 20 janvier 2011*, Kinshasa.
- KALINDJE, D. (2003), *Civisme, développement et droits de l'homme. Conditions d'instauration d'un Etat de droit en R.D. Congo*, Kinshasa, IADHD.
- LOHBO LWA DJUGUDJUGU (2003), « La triade : l'intellectuel, le politique et le patriote » in *Les Annales de la Faculté des Sciences Sociales Administratives et Politiques*, Kinshasa, PUK, vol1, n° 1-2, pp.23-42.
- MBADU KIA MANGUEDI (2011), *Philosophie et défi du développement en Afrique*, Paris, L'Harmattan.
- MPUNDU NYIMI (2010), *Un autre Congo est possible si...*, Kinshasa, Editions du Groupe Amos.
- MUKOKA NSENDA (2012), *Etat et gouvernementalité au Congo (RD)*, Kinshasa, ICREDES.
- MUTAMBA MAKOMBO (2004), *L'histoire du Congo par les textes : 1956-2003*, tome III, Kinshasa, EUA.
- MWABILA MALELA (2011), *Devoir de mémoire et conscience politique en RDC*, Kinshasa, EUA.
- NGOMA BINDA & AII (2010), *République Démocratique du Congo. Démocratie et participation à la vie politique : Une évaluation des premiers pas dans la troisième République*, Johannesburg, OPS.
- NGOMA PAMBU (2012), *Aperçu général sur les richesses de la RDC*, Kinshasa, LME.
- NTIMA, S.J. (2011), « Cultures africaines et exercice du pouvoir en Afrique. Libre réflexion à propos de la fragilité des démocraties postcoloniales en Afrique », in *CONGO-AFRIQUE*, Kinshasa, CEPAS, n°451, pp.35-52.

- SAINT MOULIN, L. & All (2003), *La perception de la démocratie et de l'Etat de droit en RDC*, Kinshasa, CEPAS.
- SAMBA KAPUTO (2008), *Stratégies politique et électorale*, Kinshasa, IFEP.
- SHOMBA KINYAMBA (2003), « Emigration clandestine des congolais vers la Belgique. Limite de la théorie fondée sur l'économie », in *Les Annales de la Faculté des Sciences Sociales Administratives et Politiques*, PUK, Kinshasa, vol1, n° 1-2, pp.15-21.
- THEODORE, H. (2006), « Un pays destiné au pillage ? Essai de situer la crise congolaise » in MABIALA MANTUBA, THEODORE HANF et BEATRICE SCHLEE (Dir), *République Démocratique du Congo : Démocratisation au bout du fusil*, Kinshasa, FKA, pp. 9-29.
- TREFOND, T. (2009), *Réforme au Congo*, Paris, L'Harmattan.

ANNEXES

1. Questionnaire d'enquête
2. Liste des enquêteurs
3. Grille d'entretien

Annexe 1 : Le questionnaire d'enquête

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

Chère Madame,

Cher Monsieur,

La Fondation Konrad Adenauer, un organisme de la République Fédérale d'Allemagne, a pour mission l'éducation civique et politique et la promotion de la démocratie et de l'Etat de droit dans le monde. C'est dans ce cadre qu'elle a initié une étude intitulée : « **l'éducation civique pour une citoyenneté plus engagée en République Démocratique du Congo** », dont l'objectif est d'évaluer le travail de l'éducation civique et politique en RDC en vue d'améliorer la participation citoyenne et la consolidation de la démocratie. C'est ainsi que nous avons conçu le présent questionnaire pour lequel nous sollicitons votre prompt réaction. Votre opinion compte vraiment pour nous. Ce dont nous vous remercions d'avance.

I. Identification

- Nom et post-nom :
- Sexe :
- Lieu d'habitation (province/Ville/Commune) :
- Province d'origine :
- Age :
- Niveau d'études :
- Université ou Institut où vous avez obtenu votre diplôme :
- Activités exercées :
- Fonction politique :
- Confession religieuse :
- Parti politique :
- Association(s) :
- Contact téléphonique (facultatif) :
- Adresse mail (facultatif) :

II. Des questions d'ordre général (veuillez encercler la bonne réponse)

1. *Qui est un citoyen (ne)?*
 - a. C'est tout membre d'un Etat
 - b. C'est un individu reconnu par un Etat
 - c. C'est un individu qui jouit de ses droits et devoirs
 - d. C'est l'habitant d'un pays donné
 - e. A, B et C sont vrais
 - f. Aucune bonne réponse

2. *Quelles sont les caractéristiques d'un bon citoyen ?*
- a. C'est un individu qui connaît ses droits et ses devoirs et qui s'y conforme
 - b. C'est un individu qui aime son pays
 - c. C'est un individu qui participe à la vie politique de son pays
 - d. Toutes les réponses sont bonnes
 - e. Aucune bonne réponse

3. *Quels sont les droits civils de tout citoyen ?*

- a. Le droit à la vie privée
- b. Le droit à la nationalité
- c. Le droit au mariage
- d. A, B, et C sont vrais
- e. Aucune bonne réponse

4. *Quels sont les droits politiques de tout citoyen ?*

- a. Le droit de vilipender
- b. Le droit d'insulter les autorités
- c. La liberté d'expression, de religion, d'information et de la presse
- d. Le droit de vote
- e. La liberté de réunion, d'association et de rassemblement brutal

5. *Quels sont les droits sociaux de tout citoyen ?*

- a. Le droit du travail
- b. Le droit de grève
- c. Le droit de l'éducation et de la sécurité sociale
- d. B et C sont vrais
- e. A et C sont vrais
- f. A, B et C sont vrais

6. *Quels sont les devoirs de tout citoyen ?*

- a. Le respect de lois
- b. La participation aux charges publiques
- c. A et B sont vrais
- d. Aucune bonne réponse

7. *Avons-nous des bons citoyens en RDC ?*

- a. oui
- b. non

8. *Si oui, Pourquoi ?*

.....

.....

9. *Si non, Pourquoi ?*

.....

.....

.....

10. Avez-vous déjà entendu parler de la citoyenneté ?

- a. Oui
- b. Non

11. Si oui, qu'entendez-vous par la citoyenneté ?

- a. Les liens de rattachement d'une personne à un Etat
- b. L'ensemble de qualités morales, devoirs civiques, pour la bonne marche de la cité
- c. L'ensemble de rôles sociaux spécifiques qu'a un individu de participer à des groupes qui défendent les intérêts de la communauté
- d. Toutes les réponses sont bonnes
- e. Aucune bonne réponse

12. Où avez-vous entendu parler de la citoyenneté? (plusieurs assertions à la fois sont possibles)

- a. A l'école ou à l'université
- b. A la radio et/ou à la télévision
- c. Dans la famille (maison)
- d. Dans une conférence
- e. Jamais entendu parler de la citoyenneté

13. Qu'entendez-vous par l'éducation à la citoyenneté?

- a. La formation d'un bon citoyen par l'éducation
- b. La connaissance des relations entre l'individu et l'Etat
- c. La formation de la jeunesse au civisme
- d. Toutes les réponses sont bonnes
- e. Je ne connais pas

14. A qui revient la tâche d'éduquer la population sur la citoyenneté ?

- a. Aux partis politiques
- b. Aux églises
- c. Aux établissements d'enseignement en général
- d. Aux leaders d'opinion
- e. Aux partenaires internationaux
- f. Toutes les réponses sont bonnes

III. L'éducation à la citoyenneté : de l'école primaire à l'université

15. Qu'avez-vous retenu d'essentiel du cours de l'éducation civique à l'école primaire ?

- a. Rien
- b. Les chansons patriotiques de l'époque de Mobutu
- c. Les noms des autorités politiques nationales
- d. Les règles de la morale
- e. Autres, à préciser :.....
.....
.....

16. *Qu'avez-vous retenu d'essentiel du cours de l'éducation civique et morale à l'école secondaire ?*

- a. Rien
 - b. Les droits et devoirs d'un citoyen
 - c. Le patriotisme et le nationalisme
 - d. Les règles de la morale
 - e. Les noms des autorités politiques nationales
 - f. Autres, à préciser :
-
-

17. *Qu'avez-vous retenu d'essentiel du cours de l'éducation à la (nouvelle) citoyenneté / civisme et développement à l'université ?*

- a. Rien
 - b. Les droits et devoirs d'un citoyen
 - c. Les problèmes de développement de la RDC
 - d. Les règles de la morale
 - e. L'histoire politique de la RDC
 - f. Autres, à préciser :
-
-

18. *Les cours de l'éducation civique et de l'éducation à la citoyenneté dispensés (à l'école primaire, à l'école secondaire, à l'université. Selon le cas de chacun) ont-ils contribué à faire de vous un bon citoyen ?*

- a. Oui
- b. Non

19. *Si oui, pourquoi ?*

.....

.....

.....

20. *Si non, pourquoi ?*

.....

.....

.....

21. *Qu'auriez-vous bien voulu apprendre de ces cours ?*

.....

.....

.....

IV. Des questions sur les notions de la démocratie

22. *Qu'entendez-vous par la démocratie ?*

- a. C'est le contraire de la dictature
- b. C'est le régime politique où le pouvoir est au peuple, pour le peuple et par le peuple
- c. C'est l'exercice des libertés (politique, d'expression, de manifestations, ...)
- d. Toutes les réponses sont bonnes
- e. Je ne sais pas

23. Quelles sont les caractéristiques de la démocratie?
- a. Tenue des élections régulière
 - b. Alternance
 - c. Le respect de lois et de droits humains
 - d. La séparation entre la sphère publique et la sphère privée
 - e. Toutes les réponses sont bonnes
24. Avez-vous l'impression que la RDC est un pays démocratique ?
- a. Oui
 - b. Non.
25. Si oui, pourquoi?
-
-
-
26. Si non, pourquoi?
-
-
-
27. Avez-vous déjà suivi une formation (séminaire, colloque, matinée politique) sur la démocratie ?
- a. Oui
 - b. Non
28. Si oui, en quelle année ?
-
-
-
29. Qui en était l'organisateur ?
-
-
-
30. D'après vous, doit-on former et éduquer les Congolais sur la culture démocratique?
- a. Oui
 - b. Non
31. Si oui, pourquoi ?
-
-
-
32. Si non, pourquoi ?
-
-
-
33. A qui revient la responsabilité de former les Congolais sur la culture démocratique ?
(question réservée à ceux qui ont répondu par oui)
- a. Au gouvernement
 - b. Aux écoles et universités
 - c. Aux églises
 - d. Aux partis politiques
 - e. Autre. A préciser :

.....
.....
.....

34. Quelles sont les thématiques qu'il faut enseigner pour avoir la culture démocratique ?
- a.
 - b.
 - c.

35. *Quels sont, d'après vous, les aspects sur la démocratie que les Congolais ont très bien compris et appliquent sans problème ?*
-
.....
.....

V. Question relative à la participation citoyenne : partis politiques, genre et jeunesse

36. *La RDC compte environ 600 partis politiques. Qu'en pensez-vous ?*
- a. C'est normal
 - b. C'est trop
 - c. C'est peu
 - d. Je ne sais pas

37. *Etes-vous membre (militant ou cadre) d'un parti politique ?*
- a. Oui.
 - b. Non

38. *Si oui, quelles sont les raisons qui vous ont poussé à adhérer dans un parti politique ?*
-
.....
.....

39. *Si non, pourquoi ?*
-
.....
.....

40. *Vous êtes passé par combien de partis politiques ?*
- a. Je n'ai jamais changé de parti politique
 - b. Deux partis politiques
 - c. Moins de 5 partis politiques
 - d. Plus de 5 partis politiques
 - e. Plus de 10 partis politiques

41. *Qu'est-ce qui justifie vos différents changements de partis politiques ?*
-
.....
.....

42. *Votre parti organise-t-il des séances de formation politique ?*
- a. Oui
 - b. Non
 - c. Pas souvent

- d. Je ne sais pas
43. *Si oui, avez-vous déjà participé à l'une de ces formations ?*
- Oui
 - Non
44. *Qu'avez-vous retenu d'essentiel de cette (ces) formation (s)?*
-
-
-
45. *Quelles sont les thématiques qui sont importantes pour vous en tant que membre d'un parti politique ?*
-
-
-
46. *Quelles sont les thématiques qui ne sont pas importantes pour une formation dans le cadre de votre parti politique ?*
-
-
-
47. *Etes-vous membre d'une association ?*
- Oui
 - Non
48. *Si oui, quels sont les objectifs poursuivis dans votre association ?*
-
-
-
49. *Avez-vous déjà participé à une manifestation politique ? (marche, meeting,...)*
- Oui
 - Non
50. *Si oui, quelles sont les informations que vous auriez bien voulu avoir avant de participer à une manifestation politique ?*
-
-
-
51. *Si non, quelles sont les informations dont vous avez besoin pour vous convaincre de participer à une manifestation politique ?*
-
-
-
52. *Par quel canal obtenez-vous les informations politiques ?*
- Les médias
 - Les réseaux sociaux
 - Les discussions politiques entre amis ou en famille
 - A l'église
 - Autre. A préciser.....
53. *Suivez-vous les émissions politiques dans les médias (radio, tv) ?*
- Oui, tous les jours
 - Oui, mais rarement
 - Non

54. Avez-vous déjà publié un point de vue politique sur les réseaux sociaux ?
- Oui
 - Non
55. *Une femme peut-elle s'engager en politique ?*
- C'est normal et il faut l'encourager
 - Ce n'est pas normal et il faut la décourager
 - La place de la femme c'est dans le foyer
 - La femme qui fait la politique devient corrompue comme les hommes
 - Je ne sais pas
56. *Pouvez-vous voter pour une femme comme présidente de la république ?*
- Oui
 - Non
 - Jamais
 - Si elle arrive à me convaincre
 - Je ne sais pas
57. *Que reprochez-vous aux femmes qui font la politique en RDC ?*
- Le manque de charisme
 - L'immoralité
 - La transhumance politique
 - Le manque de courage politique
 - Toutes les réponses sont bonnes
 - Autres, à préciser :.....
58. *Connaissez-vous les noms des femmes politiques congolaises ?*
- Oui
 - Non
- Si oui, citez-en deux
59. *Pensez-vous qu'il y a beaucoup de jeunes qui font la politique en RDC ?*
- Oui
 - Non
60. *Que reprochez-vous aux jeunes qui font la politique*
- Le manque d'originalité
 - Ils ne cherchent que l'argent
 - L'absence de courage politique
 - Toutes les réponses sont bonnes
 - Autres, à préciser :.....

VI. Questions relatives à la gouvernance étatique

61. *Est-ce que les gouvernants vous rendent compte de leur gestion de la chose publique ?*
- Oui
 - Non
62. *Si non, quels sont les aspects sur lesquels ils devraient communiquer*
- La mise en œuvre du programme gouvernemental
 - La gestion financière
 - La coopération internationale
 - Toutes les réponses sont bonnes
 - Autres, à préciser :.....

63. *Les élus nationaux et provinciaux de votre circonscription électorale organisent-t-ils des rencontres de restitution lors des vacances parlementaires ?*
- Oui*
 - Non*
64. *Si non, pourquoi ?*
- Ils n'en sont pas capables*
 - Ils ont peur à cause des promesses non tenues*
 - Ils sont préoccupés par autres choses*
 - Toutes les réponses sont bonnes*
 - Autres, à préciser :*
65. *Si oui, Avez-vous déjà participé à ce genre de réunion politique ?*
- Oui*
 - Non*
66. *Si oui, quels sont les sujets qui y étaient abordés*
- Actualité politique*
 - Critique de l'action gouvernementale*
 - Débat sur les questions de développement*
 - Conscientisation politique*
 - Autres, à préciser :*
67. *Si vous devez assister prochainement à ce genre de réunion politique, quel genre de sujet aimeriez-vous écouter ?*
- Actualité politique*
 - Mise en œuvre du programme gouvernemental*
 - Débat sur les questions de développement*
 - Débat sur la démocratie*
 - Autres, à préciser :*

VII. Des questions sur les relations internationales et l'environnement

68. *Quelles sont les grandes puissances du monde ?*
-
-
-
69. *Où se situe le siège de l'ONU ?*
- New York*
 - Paris*
 - Washington*
 - Johannesburg*
 - Kinshasa*
 - Je ne sais pas*
70. *Qu'est-ce que l'Union Européenne ?*
- Une organisation régionale des pays d'Europe*
 - C'est un syndicat des travailleurs européens*
 - C'est un nouveau pays d'Europe*
 - C'est juste une association sans but lucratif*
 - Je ne sais pas*
71. *Où se situe le siège de l'Union Européenne ?*
- Bruxelles*
 - Paris*
 - Berlin*

- d. Washington
 - e. Je ne sais pas
72. La chute du Mur de Berlin a eu lieu en quelle année ?
- a. 1989
 - b. 1960
 - c. 2000
 - d. 1885
 - e. Je ne sais pas
73. Qu'est-ce que l'Union Africaine ?
- a. C'est une organisation des Africains francophones
 - b. C'est une association de tous ceux qui aiment l'Afrique
 - c. C'est l'association des chefs d'Etats
 - d. C'est une organisation régionale des pays d'Afrique qui a remplacé l'OUA
 - e. Je ne sais pas
74. Qu'est-ce qui s'est passé le 11 septembre 2001 aux USA?
- a. L'élection du Président Obama
 - b. Des graves accidents de circulation
 - c. L'élection de Bill Clinton
 - d. Les attentats terroristes de New York
 - e. Je ne sais pas
75. La deuxième guerre mondiale a eu lieu :
- a. Entre 1940-1945
 - b. Entre 1915-1920
 - c. En 1990
 - d. En 2000
 - e. Je ne sais pas
76. Nelson Mandela était de quelle Nationalité?
- a. Française
 - b. Congolaise
 - c. Sud-Africaine
 - d. Ivoirienne
 - e. Je ne sais pas
77. Comment sont les rapports entre la Chine et les USA ?
- a. Bons
 - b. Mauvais
 - c. Je ne sais pas
78. John Kennedy était président de quel pays
- a. USA
 - b. France
 - c. Chine
 - d. Allemagne
 - e. Je ne sais pas
79. Le contrat sino-congolais existe depuis quelle année ?
- a. 1998
 - b. 2008
 - c. 2018
 - d. 2000
 - e. Je ne sais pas
80. Mao Tsé-Toung était de quelle nationalité ?
- a. Chinoise
 - b. Japonaise
 - c. Pakistanaise

- d. Coréenne
 - e. Je ne sais pas
81. Quelles sont les mesures à prendre pour lutter contre le changement climatique ?
- a. Ne pas détruire la forêt
 - b. Ne pas jeter les ordures en désordre
 - c. A et B sont corrects
 - d. Je ne sais pas
 - e. Autres, à préciser

82. Quels sont les militants de changement climatiques que vous connaissez ?

83. La 21 ème conférence des parties sur les changements climatiques (Cop 21) s'est tenue dans quelle ville ?
- a. Paris
 - b. Kinshasa
 - c. Berlin
 - d. New York
 - e. Je ne sais pas

VIII. Des questions sur la laïcité

84. La RDC est un Etat laïc. Qu'est-ce que cela veut dire ?
- a. Il n'existe pas de religion d'Etat
 - b. Toutes les églises sont traitées sur le même pied d'égalité
 - c. A et B sont corrects
 - d. Je ne sais pas
 - e. Aucune bonne réponse
85. Que pensez-vous de l'engagement politique de l'église catholique ?
- a. C'est une mauvaise chose puisqu'elle remet en cause la laïcité de l'Etat
 - b. C'est une bonne chose parce qu'elle éveille la conscience citoyenne
 - c. Je ne sais pas
 - d. Autres réponses, à préciser :.....
86. Pensez-vous que les autres confessions religieuses devraient suivre l'exemple de l'église catholique ?
- a. Oui
 - b. Non
87. Pourquoi ?

IX. Des informations générales sur les formations de la KAS

88. Avez-vous déjà suivi une formation politique organisée par la Fondation Konrad Adenauer ?
- a. Oui
 - b. Non

89. Si oui, c'était où et en quelle année ?

.....
.....
.....

90. Quelles sont les thématiques que la Fondation Konrad Adenauer devrait développer dans ses formations futures?

.....
.....
.....

91. Quelles sont les thématiques que la Fondation Konrad Adenauer ne devrait plus programmer dans ses formations?

.....
.....
.....

Fait à Kinshasa, le ... /... / 2019

Nom de l'enquêteur :

Lieu :

Durée de l'enquête :

Annexe 2 : Liste des enquêteurs

N°	Nom	Qualité	Coordonnées
1.	Germain KUNA Maba	Professeur-chercheur	0816203278
2.	Djens MALANDA	Assistant-chercheur	0817801030
3.	Crespel NSEMI	Assistant-chercheur	081186324
4	Francis MUYA	Assistant-chercheur	0852605741
5.	Grâce PHOLA	Assistante-Chercheure	0906013509
6.	Arsène MISHANGA	Assistant-chercheur	0823093602
7.	Aaron KALALA	Assistant-chercheur	0824877336

Annexe 3 : GRILLE D'ENTRETIEN

1. Présentation de la structure d'attache
2. Connaissance sur l'enseignement de l'éducation civique et politique en RDC
3. Problèmes de citoyenneté en RDC
4. Regard sur la culture démocratique en RDC
5. Evaluation de la culture politique des acteurs politiques congolais
6. Engagement politique des confessions religieuses
7. Questions sur la culture générale sur la RDC
8. Questions sur la culture générale sur l'actualité internationale
9. Autres points de vue sur l'éducation civique

TABLE DES MATIERES

RESUME EXECUTIF	3
LISTE DES ACRONYMES	5
LISTE DES TABLEAUX ET DU DIAGRAMME	6
1. Tableaux	6
2. Diagramme.....	6
INTRODUCTION	7
1. Contexte de réalisation de l'étude.....	7
2. Cadre théorique.....	8
3. Méthodologie et techniques de collecte et d'analyse des données.....	9
4. Ossature du rapport	10
CHAPITRE 1 ^{er} . CONCEPTION ET MISE EN ŒUVRE DE L'ENQUETE ET DES ENTRETIENS.....	11
I. Organisation des entretiens	11
1.1. Les acteurs étatiques.....	11
1.2. Les acteurs non étatiques.....	11
II. Echantillon de l'enquête.....	12
III. Mode de tirage	14
IV. Choix des indicateurs	14
V. Formation des enquêteurs.....	15
VI. Questionnaire	15
VII. Difficultés rencontrées	15
CHAPITRE 2. ENSEIGNEMENT DE L'EDUCATION CIVIQUE EN RDC.....	16
I. L'enseignement de l'éducation civique de 1960 à 2019.....	16
1.1. De l'enseignement de l'éducation civique de 1960 à 1965.....	16
1.2. De l'enseignement de l'éducation civique de 1965 à 1990.....	17
1.3. De l'enseignement de l'éducation civique de 1990 à 1997.....	17
1.4. De l'enseignement de l'éducation civique de 1997 à 2007.....	18
1.5. De l'enseignement de l'éducation civique de 2007 à 2019.....	18
II. L'impact de l'enseignement de l'éducation civique.....	19
CHAPITRE 3. CITOYENNETE ET CULTURE GENERALE DE LA POPULATION CONGOLAISE... 23	
II. Acteurs et actions de l'éducation civique en RDC.....	24
1. Les acteurs de l'éducation civique et leurs actions en RDC.....	24
1.2. Les partis politiques.....	25

1.3. Les confessions religieuses.....	26
1.4. Les médias.....	27
1.5. Les organismes nationaux.....	28
1.6. Les partenaires internationaux.....	28
2. Dispatching des rôles de l'éducation civique.....	29
III. Jauge de la culture générale.....	30
1. De la connaissance sur la citoyenneté.....	30
2. De la connaissance sur la démocratie.....	31
3. De la connaissance sur la participation citoyenne.....	31
4. De la connaissance sur l'actualité internationale.....	32
5. Des questions sur la laïcité.....	34
6. De la connaissance sur la KAS.....	34
CHAPITRE 4. PRINCIPALES CONSTATATIONS, RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES.....	35
I. Les principales constatations.....	35
II. Formulations des politiques publiques sur l'éducation civique en RDC.....	36
1. Former avant tout les acteurs politiques.....	36
2. Mise en place d'un Programme national de l'éducation civique.....	37
3. Consolidation de la conscience nationale.....	38
III. Recommandations.....	38
IV. Perspectives sur l'éducation civique en RDC.....	39
V. Thématiques à poursuivre.....	41
VI. Nouvelles thématiques.....	41
1. Les thématiques à développer pour l'élite au pouvoir et à l'opposition:.....	41
2. Les thématiques à développer pour l'élite/leader d'opinion sont :.....	42
3. Les thématiques à développer pour la masse sont :.....	42
CONCLUSION.....	43
BIBLIOGRAPHIE.....	45
ANNEXES.....	47
TABLE DES MATIERES.....	63